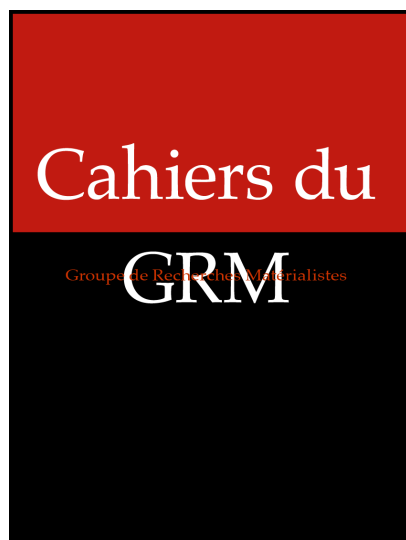


Cahiers du GRM

Marco R. Bazzan et Andrea Cavazzini
Les enjeux de la
conjoncture 1919-1921 en Allemagne
(Plaidoyer pour le dépoussiérage
de nos bibliothèques)
Feuillet extrait du Cahier 1
Penser (dans) la conjoncture



LES ENJEUX DE LA CONJONCTURE 1917-1921 EN ALLEMAGNE

PLAIDOYER POUR LE DÉPOUSSIÉRAGE DE NOS BIBLIOTHÈQUES

MARCO R. BAZZAN ET ANDREA CAVAZZINI

Le communisme et l'État

Le premier point que nous indiquent les discours théoriques qui seront analysés ici est le contenu essentiel de la conjoncture 1917-1921 *en tant qu'elle marque un tournant décisif dans l'histoire du mouvement communiste et socialiste (MCS)* – en entendant par là le mouvement né de la fusion entre la théorie de Marx et les organisations du mouvement ouvrier¹. La conjoncture dont nous parlons scelle la conclusion (catastrophique) de la première phase de l'époque post-Commune du MCS, une phase qui a été marquée de façon décisive par la fonction de guide et de modèle à la fois sur le plan théorique et pratique exercée par la Social-démocratie allemande. D'où la portée extraordinaire des événements qui se déclenchent en Allemagne suite à l'éclatement de la guerre mondiale : la guerre jette une lumière on ne peut plus crue et impitoyable, non seulement ni principalement sur la « trahison » des

¹ Nous suivons A. Badiou en affirmant que cette fusion a eu lieu sous la condition de ce qu'il appelle « l'hypothèse communiste » – donc, le MCS est définissable comme le lieu où, à l'époque moderne, des pratiques théoriques et politiques ont été déployées ayant en vue les conditions de réalisation de cette hypothèse.

sociaux-démocrates convertis au nationalisme, mais surtout sur la faillite de la forme d'existence que le MCS dans ses tendances majoritaires s'était donné après l'échec de 1871 – la forme du Parti politique moderne en tant qu'organe de la machine parlementaire et éventuellement gouvernementale, et par conséquent en tant qu'*appareil d'État*.

La question de l'État est évidemment décisive dans toute la séquence qui nous occupera ici. La Commune avait été déclarée par Marx « la forme politique » de la dictature du prolétariat elle-même. En élevant au statut de paradigme la Commune, Marx critiquait par là même l'État bourgeois en tant qu'appareil séparé, et l'idée de la politique comme fonction spécialisée d'une strate sociale de professionnels de l'agir politique, voire « politicien ». De ce point de vue, la « généralisabilité » de la Commune était affirmée sans équivoque. À ceci près que la Commune avait été écrasée par l'appareil étatique bourgeois : la Commune est donc un paradigme, mais un paradigme dont la valeur reste problématique. À vouloir généraliser la Commune telle quelle, on risque de généraliser les conditions d'un échec permanent. D'où l'exigence que le paradigme incorpore des réquisits supplémentaires par rapport à la simple exemplarité vis-à-vis de l'hypothèse communiste. Autrement dit, le destin de la Commune montre qu'il faut que l'axiomatique régissant les pratiques politiques du MCS incorpore la question du pouvoir, mieux : la question des conditions auxquelles il devient possible de faire face victorieusement au pouvoir d'État. Dès lors, le pouvoir étatique, et par conséquent l'État en tant que *forme* politique, devient après la Commune une sorte de référentiel extérieur, mais obligé et incontournable, de toute détermination des pratiques politiques du MCS. Que faire avec l'État ? Comment s'y rapporter ?

On connaît la réponse de Lénine, qui va devenir celle du Mouvement *communiste* proprement dit : il faut *briser* la machine de l'État bourgeois, et lui substituer un non-État, l'État de dictature du prolétariat, dont il faudra par la suite veiller à ce qu'il dépérisse. Tout le problème étant le suivant : *comment* faire dépérir un pouvoir étatique qui, du fait de s'être mis en place par une prise de pouvoir, a

dû développer un appareil au moins comparable à celui qui a été brisé ? Que faire alors si cet État post-révolutionnaire *n'arrive pas à dépérir* ? Le problème est justement que l'État post-révolutionnaire persiste à exister tout en incorporant comme la trace de l'échec que cette persistance implique, la trace d'une tendance inconsciente à *vouloir dépérir*. Car il faut bien que la dictature du prolétariat s'instaure et qu'elle résiste aux ennemis ; mais à quoi bon l'instaurer si ce n'est pas pour déclencher la dynamique du dépérissement ? Comme cette contradiction est intrinsèque à la détermination léninienne de la forme d'existence de l'hypothèse communiste – en tant que référée à la confrontation au pouvoir étatique – personne n'a jamais réussi à la maîtriser : y compris les groupes sociaux qui en ont profité. Elle est inscrite dans les dispositifs organisationnels que le MCS s'est donné, dans les concepts et les discours par lesquels il a cherché à (se) rendre intelligibles ses propres pratiques, et finalement dans les formes de subjectivation correspondant à ces dispositifs, concepts et discours : le MCS sous condition de la détermination léninienne interpelle les individus en sujets clivés par la contradiction entre la persistance et le dépérissement du pouvoir d'État¹.

Mais *avant* la solution léninienne au dilemme légué par la Commune – solution qui, théorisée en 1902, ne deviendra opérante qu'en 1917 – la Social-démocratie en avait fourni une autre. Il s'agissait, dans ce cas-là, de *renoncer à la confrontation avec l'État bourgeois pour devenir un de ses appareils*, en l'acceptant comme terrain exclusif de l'action politique du MCS. L'émancipation des travailleurs et de toute l'humanité passerait alors par l'élargissement de l'influence de cet appareil au sein de l'État, mais toujours dans le cadre établi par celui-ci. Cette stratégie présuppose évidemment

¹ Ce qui veut dire aussi : cette contradiction n'est pas une simple question d'idées qui parviendraient à « déterminer l'être ». Il s'agit ici de la mise en place d'une multiplicité d'appareils porteurs d'une logique structurale et de formes de subjectivité correspondantes. On ne peut pas (trop facilement) se subjectiver de façon cohérente avec une prise du pouvoir étatique qui opérerait le dépérissement de ce même pouvoir.

l'existence de l'État, qui devient littéralement la raison d'être des organisations du MCS qui sont devenues ses appareils. Là aussi, le dépérissement devient impossible : la nécessité de sauvegarder l'existence de l'État en tant que cadre obligé de toute politique du MCS entraîne une identification croissante des organisations à l'État, dans la mesure où celles-là voient en celui-ci la seule condition de leur existence comme organisations.

L'identification à l'État implique logiquement l'incapacité de s'en démarquer lors de l'éclatement de la guerre mondiale. Mais c'est justement cette guerre qui va mettre en crise la solution sociale-démocratique au problème de l'État : non seulement parce qu'elle va devenir l'appareil d'un État impérialiste et agressif, et non plus celui d'un État intégrant progressivement les classes laborieuses dans son système de droits politiques ; mais surtout parce que la militarisation de l'État (qui, en Allemagne, va devenir une véritable dictature militaire au cours de la guerre), le dévoilement de sa nature impérialiste, l'essor du discours nationaliste, et finalement les craquements de la machine étatique à cause de l'effort militaire, vont jeter une lumière beaucoup plus crue qu'auparavant sur le système étatique du *Reich*, en (re)mettant par là à l'ordre du jour l'option de « briser » cette même machine étatique – mise à l'ordre du jour à laquelle contribue bien entendu une autre composante de cette conjoncture : la Révolution d'Octobre.

La Social-démocratie allemande sera le paradigme de cette solution, s'opposant à l'option léniniste, face au problème de l'État. Dès la fondation de la Seconde Internationale jusqu'au vote des crédits de guerre, la Social-démocratie allemande verra son pouvoir au sein du Reich croître de plus en plus, justement en tant qu'appareil de l'État, progressivement intégré au système parlementaire, aux gouvernements locaux, et finalement, lors de la conjoncture de la guerre mondiale et de la défaite allemande, aux responsabilités gouvernementales. Lorsque les *Junkers* et les chefs de l'Armée permettent enfin à Friedrich Ebert et à Philipp Scheidemann d'accéder aux fonctions gouvernementales – essentiellement pour décharger sur la social-démocratie la

responsabilité de l'armistice – le Parti Social-démocrate « majoritaire » est déjà un appareil politique très puissant, contrôlant des nombreux moyens de communication, des entreprises coopératives, et dirigé par une classe politique professionnelle habile et sans scrupules. Son identification à l'État sera alors complète.

L'actualité du socialisme et la marche de l'histoire

Pour mieux comprendre le clivage qui va se produire au sein du MCS, et le devenir de l'option sociale-démocrate, il faut partir d'un constat qui domine les discours de tous les acteurs théoriques de la séquence : entre la Grande Guerre et la Révolution d'octobre, la conjoncture fixe au prolétariat international, à ses dirigeants et aux théoriciens marxistes, la tâche de la réalisation du socialisme. Comme le remarque Karl Kautsky en 1918, « *Der Sozialismus ist als praktische Frage auf die Tagesordnung der Gegenwart gesetzt* », à savoir : « le socialisme est posé à l'ordre du jour du présent comme un problème pratique »¹. Cela tient essentiellement à deux raisons. La première est celle apportée par Kautsky lui-même, le constat que « la guerre a conduit le monde entier sur la voie du socialisme », à savoir : la guerre a obligé les nations qui sont à la tête du développement du capitalisme à soumettre au contrôle public (voire à nationaliser) les plus importants secteurs économiques. Dit autrement : sous la forme du socialisme de guerre, le socialisme comme forme d'organisation sociale de la production s'est imposé comme tendance. La seconde est la prise du pouvoir par les Bolcheviks en Russie, qui fonctionne dans cette conjoncture comme *événement* dans la mesure où elle fixe aux responsables socialistes allemands la tâche d'affronter la question de la révolution sociale, donne un nouvel horizon de lutte aux masses, les excite, les pousse à

¹ K. Kautsky, *Demokratie oder Diktatur*, Berlin, Paul Cassirer, 1918, HTML-Markierung und Transkription : J.L. Wilm für das *Marxists Internet Archive*, URL : <http://www.marxists.org/deutsch/archiv/>.

l'agitation spontanée, provoque des questions à propos de « Que faire ? ». On pourrait dire à propos des textes qu'on va analyser qu'il s'agit d'établir au sein de cette tendance une stratégie pour conduire le prolétariat au pouvoir, ce qui implique en même temps de poser au sein du parti le problème de constituer le prolétariat comme sujet révolutionnaire et de maîtriser ou d'organiser cette spontanéité. La question devient ainsi : *comment doit-on penser, organiser, lutter pour bâtir une société socialiste en Allemagne et en Europe ?* Question, de toute évidence, qui est décisive pour le destin politique de tout le Continent. Sur le plan pratique, il s'agit de saisir les éléments de la conjoncture, de penser les modalités adéquates pour donner une forme à une République qui comblerait le vide laissé par un *Reich* soudainement dissout, malgré l'annonce – et cela encore pendant les derniers mois de guerre – d'une victoire proche, vis-à-vis d'une bourgeoisie terrorisée par la Révolution d'Octobre, des *Junkers* qui guident l'État-major d'une armée bâtissant, déjà avant la fin de la guerre, le mythe de n'avoir jamais perdu sur le champ de bataille, des corps francs à la solde des forces de l'Entente, des masses prolétariennes mobilisées dans les grandes villes et des conseils d'ouvriers et de soldats constitués suivant l'exemple des Soviets. Dans la théorie marxiste, la tâche qui s'impose consiste à répondre à la question qui porte sur la forme politique la plus apte à constituer la transition révolutionnaire pour la construction de la société communiste, ce qui remet en cause directement le rapport entre le MCS et l'État. En citant le titre de l'opuscule de Kautsky d'où l'on tirait la citation de tout à l'heure à propos de la tendance socialiste de la conjoncture, on pourrait dire que dans la lutte des classes – à la fois théorique et pratique puisque ces deux aspects coïncident dans toute conjoncture insurrectionnelle – la question qui se pose en 1918 est l'alternative suivante : « Démocratie ou Dictature ? ».

On sait bien que, selon Althusser, la fonction maîtresse de la pratique philosophique, donc théorique, dans la lutte des classes est de tracer une ligne de démarcation entre les idées vraies et les idées fausses, c'est-à-dire entre l'idéologique et le scientifique. L'analyse

du corpus des textes de cette conjoncture nous permet de repérer certains aspects qui éclairent la généalogie de cette position. Plus précisément, elle nous permet de saisir le geste théorique léniniste à partir duquel Althusser forge sa théorie de l'intervention théorique dans la pratique politique. Au sein du cadre problématique qu'on vient d'indiquer, la confrontation entre les dirigeants et théoriciens marxistes se produit dans l'élaboration de la stratégie qui doit conduire au socialisme en prenant en compte les éléments de la conjoncture nationale et internationale. *Une révolution socialiste en Allemagne peut déclencher une révolution sociale au niveau européen.* De cet enjeu sont conscients à la fois les socialistes et le bloc conservateur, tout comme la jeune république soviétique et la puissance qui aspire à devenir « empereur » du monde par le biais de la Société des nations. La conjoncture se présente comme l'ouverture d'un espace constituant qui implique une *décision* sur la *forme politique* de la lutte, sur la *forme constitutionnelle* du pays, ce qui renvoie au problème de la constitution du *prolétariat comme sujet révolutionnaire*, et au problème de *l'expression de la volonté du peuple*.

Pour les socialistes, cela implique plus précisément une interprétation du corpus marxien, de l'évolution de la pensée des pères du socialisme scientifique à l'égard des conjonctures révolutionnaires dont ils furent les témoins et en partie les acteurs (notamment en 1848) et de leur mémoire, car la question de l'État investit tout d'un coup, dans le vide d'une décision à prendre, le patrimoine des luttes réalisées, le parcours du mouvement socialiste dans son procès d'émancipation au cours des décennies précédentes. La décision à propos dudit enjeu est destinée à prouver dans les faits leur fidélité ou leur trahison à l'égard de ce mouvement, et doit tenir compte du fait que toute intervention théorique ou pratique (comme également toute non-intervention) implique et produit surtout une conscience révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, et qu'une politique conséquente est l'indice le plus fiable de l'union de la théorie et de la pratique. Dit autrement : le problème qui se pose ici

est la question de la fidélité au marxisme et au communisme dans le contexte constituant, et imprévisible, de l'après-guerre.

En articulant les deux enjeux que la conjoncture met à l'ordre du jour – le rapport à l'État du MCS *et* le lien au corpus théorique marxien –, il faut essayer de repérer ce qui, dans le discours théorique de Marx (et en général des « classiques »), a pu légitimer et soutenir ces effets d'étatisation qui feront en sorte que la Social-démocratie se décide *pour l'État et contre la Révolution* (ou, selon ses propres termes : pour la Démocratie et contre la Dictature). Dans le cas de la Social-démocratie allemande, c'est bien le présupposé d'un certain discours « progressiste », présent dans les textes de Marx, qui permet la construction évolutionniste que l'on retrouvera dans les discours « démocratiques » de Kautsky et des Ebert-Scheidemann. Le mythe du Progrès, donc, et l'idée que la politique du MCS puisse et doive s'orienter sur la base des « lois » de l'histoire, du sens de sa marche. D'où une difficulté à penser le MCS (à *se* penser) comme pris dans un conflit dont il est une partie non-totale : le MCS se pense volontiers comme *pars totalis*, comme ce en quoi la marche de l'histoire s'exprime en totalité. Les actes et les décisions politiques perdent leur nature essentiellement conjoncturelle, parfois hasardeuse, souvent expérimentale, toujours non-garantie : ils prétendraient plutôt s'autoriser d'un Savoir qui serait au-delà des divisions en quoi l'histoire consiste. D'où l'ambiguïté de la thèse du *Manifeste* selon laquelle les communistes ne seraient pas un parti parmi d'autres, mais la couche la plus avancée des mouvements qui luttent pour l'émancipation. Si, d'un côté, cette thèse indique l'universalité de la politique communiste, sa différence par rapport à toute revendication au nom d'intérêts particuliers, de l'autre elle suggère que les communistes ne sont pas partie prenante des conflits historiques, mais tout simplement les titulaires d'un savoir qui leur garantirait un regard en surplomb vis-à-vis de ces conflits.

L'universalité est rabattue sur le fait de savoir se placer « du bon côté », c'est-à-dire là où il n'y a plus de division ni de partialité. Le MCS serait alors à l'abri des contradictions, et toute tentative d'y

porter l'esprit de scission se ramènerait à l'aveuglement coupable des gens restés « du mauvais côté » – discours de la Social-démocratie, avant d'être celui du stalinisme ; mais aussi discours qui peut se construire sur la base de ce qui reste chez Marx de la dialectique hégélienne de l'Histoire. Chez Hegel, en effet, la marche de l'Histoire aboutit à l'universalité de l'État, qui délégitime en tant que particularité inessentielle toute position – fût-elle uniquement une position dans la pensée – anti- ou extra-étatique. Or, l'universalité du MCS – qui n'est pas « un parti », mais uniquement la prise d'acte de la marche de l'histoire – semble être une caricature de l'universalité étatique, elle aussi prétendant être littéralement im-partiale et im-partielle, et à ce titre critiquée par le jeune Marx (mais justement afin d'établir la *vraie* universalité, promise pour l'étape suivante du processus dialectique). Bref, si le MCS est le résultat de la rencontre entre la théorie marxienne et le mouvement ouvrier, il faut conclure que l'étatisation de la Social-démocratie relève d'une articulation (rendue possible par la période de l'après-1871) entre des effets d'appareils spécifiques et des effets discursifs internes à l'efficacité de la philosophie hégélienne de l'histoire au sein de la pensée marxienne (ou marx-engelsienne)¹.

¹ Ce lien entre la fétichisation de l'appareil parlementaire-étatique (et donc de l'appareil du parti qui est un sous-ensemble du premier) et une forme de pseudo-hégélianisme caricatural est au cœur de la problématique du Parti-conscience, dépositaire et aboutissement à la fois de la « mission historique » que la marche de l'histoire confie au prolétariat. Une analyse déjà ancienne (1979) menée par E. Balibar établissait un lien entre ces idéologèmes canonisés par Kautsky, la construction d'un pouvoir d'appareil, et les thèses du *Manifeste* : « Ainsi le *Manifeste du parti communiste* (...) par quoi échappe-t-il au positivisme d'une simple description et d'une simple critique de l'utopisme des organisations ouvrières des années 1840, sinon en les inscrivant dans un processus d'histoire universelle ? et en allant jusqu'à en faire implicitement les germes présents d'un avenir inéluctable, bref en développant une téléologie du parti : "Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers (...). Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier (...). Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts *du mouvement dans sa totalité* (...). Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage *d'une intelligence*

claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien” (...). On ne saurait, aujourd’hui, réexaminer ces textes sans tenir compte que la tendance téléologique qu’ils comportent – et dont il faudra découvrir les causes dans les conditions initiales de la fusion du mouvement ouvrier et de la théorie marxiste – a directement facilité la constitution d’une conception *apologétique* du parti, qui a régné dans la IIe et la IIIe Internationale (...). C’est précisément pour avoir systématiquement exposé et inculqué cette conception que Kautsky est apparu (...) comme le marxiste orthodoxe par excellence. On se reportera ici notamment à la brochure sur *Les Trois Sources du marxisme* (1908) (...) : le parti politique, dont la social-démocratie allemande représentait le modèle, se présente comme *la forme supérieure* d’une ligne d’évolution qui conduit des organisations les plus “spontanées” (coopératives, associations de secours mutuel et d’éducation ouvrier) à la “conscience de classe” organisée (syndicats, parti). Or, cette forme supérieure est, comme telle, historiquement *définitive* (...) parce que, selon Kautsky, elle *résout toutes les contradictions* en son sein. Elle est définie comme “fusion” (le terme apparaît ici) ou “synthèse” universelle : 1) synthèse des sciences naturelles [*Naturwissenschaften*] et morales [*Geisteswissenschaften*] dans sa théorie ; 2) synthèse des acquisitions divergentes de la culture moderne (pensée économique anglaise, pensée politique française, pensée philosophique allemande...) ; 3) synthèse du mouvement ouvrier (spontané) et du socialisme ; 4) synthèse de la théorie et de la pratique en général. (...) Et s’il est vrai que les partis communistes se fondèrent, au lendemain de la “faillite de la IIe Internationale” et de la révolution d’Octobre, sur la rupture avec la stratégie politique parlementariste de la social-démocratie, ils n’en conservèrent pas moins au niveau théorique l’essentiel de ce modèle téléologique du “parti de la classe ouvrière”» (E. Balibar, « État, Parti, Ideologie », dans E. Balibar, C. Luperini, A. Tosel, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspéro, 1979, p. 110-112). Les problèmes que l’analyse de Balibar soulève mériteraient d’ailleurs une discussion approfondie. Selon les conclusions que Balibar tire de ses analyses, Marx aurait été incapable de produire le concept de « parti révolutionnaire » en tant que porteur d’une « *fonction d’analyse collective* de sa propre situation, des contradictions et de la “composition politique” du prolétariat. Seul le développement d’une telle conception pourrait finalement permettre de rompre définitivement avec la thèse du “parti-conscience”, faire du parti non pas la forme sous laquelle la classe ouvrière *devient consciente* de sa mission historique, mais la forme sous laquelle elle *prend conscience* de sa place objective dans les rapports sociaux d’une conjoncture donnée » (*ibid.*, p. 153). Or, les apories concernant la fonction du parti pour Marx relèvent de la duplicité des « leçons de la Commune » : celle-ci a fourni, d’un côté, le paradigme d’une forme « de “gouvernement de la classe ouvrière” *sans* parti

Le progrès, l'État et l'appareil

Il importe au plus haut degré de lire dans les textes le *discours* que l'appareil d'État, qu'est devenue la Social-démocratie, tient sur ses propres pratiques – un discours qui n'est plus, bien entendu, *marxiste*, mais qui représente sans doute un *destin* parmi d'autres tant du mouvement socialiste que de la formation théorique d'origine marxiste dont il s'autorise ; et ce discours n'a jamais été plus limpide que dans les semaines précédant la révolution de novembre 1918, lors de l'entrée de Fr. Ebert et Ph. Scheidemann dans le gouvernement :

« En peu de jours la situation politique intérieure du Reich a subi un bouleversement profond, dont de larges couches du peuple ne mesurent pas encore pleinement toute l'importance. L'Allemagne s'est engagée sur la voie qui mène de l'État autocratique [*Obrigkeitstaat*] à l'État populaire [*Volksstaat*]. En Prusse, le suffrage égal est assuré et ceci représente le premier pas, un pas décisif vers l'abolition de la domination des *Junkers*. Dans les autres États du Reich aussi, les masses populaires bougent ; elles veulent éliminer les obstacles qui entravent la libre et authentique manifestation de la volonté populaire. La loi suprême, c'est la volonté du peuple, tel est le

organisé, *a fortiori* sans parti dirigeant, ce qui fait à la fois sa faiblesse et sa portée historique ("autogouvernement" de la classe ouvrière dans ses organisations de masse) » (*ibid.*, p. 151-152). Il s'agit très exactement du problème que l'on cherche ici à reconstruire et à formuler. Il faut pourtant remarquer que toute tentative de « laïciser » la forme-parti II- et III-internationaliste, de la ramener à la finitude d'un simple outil de coordination et d'« analyse collective » (étrange syntagme dont les implications resteraient à explorer...), ont échoué, conduisant à des affrontements entre les partis traditionnels et les nouvelles formes politiques surgies au-delà de leurs confins et souvent en opposition à leur primat. L'échec de toute tentative d'auto-réforme de ces organisations politiques devrait d'ailleurs inspirer une réouverture du questionnement concernant la forme *disciplinaire* d'une politique d'émancipation possible. Une seule certitude reste : la problématique léninienne n'est pas facile à exorciser ou à dépasser par un recours trop rapide à la « spontanéité » ou à l'« horizontalité » des mouvements.

mot d'ordre qui doit très vite devenir et demeurer le leitmotiv de l'action gouvernementale ». ¹

Le langage tenu est d'une très grande clarté : le principe fondamental de l'orientation politique sociale-démocrate est la « volonté libre du peuple » ; cette volonté s'exprime par le suffrage égal ; l'avènement du suffrage égal est (ou sera) l'aboutissement de la marche de l'histoire, voire il existe une tendance qui pousse en direction de l'épanouissement de la libre volonté du peuple ; la domination politique des *Junkers*, qui justement entrave l'établissement du suffrage égal, n'est qu'un obstacle à la tendance essentielle du processus historique, voire une déplorable survivance d'institutions anachroniques et arriérées. D'où un refus d'autant plus radical et net de toute tentative de « briser l'appareil d'État » :

¹ Appel de la fraction sociale-démocrate « majoritaire » dans leur journal, le *Vorwärts*, du 17 octobre 1918 (recueilli dans G. Badia, *Les Spartakistes*, Paris, Julliard, collection Archives, 1966, rééd. Paris, Aden Editions, 2008, p. 37). À ce livre nous renvoyons pour l'encadrement historique, chronologique et événementiel. Les Majoritaires constituaient l'aile droite de la social-démocratie allemande, opérant pour une évolution ouvertement gouvernementale de celle-ci, et qui parviendra à dominer seule le parti : parmi leurs membres, ils comptent Ebert, le futur chancelier, Ph. Scheidemann, et Gustav Noske, l'organisateur de la répression qui déchaînera les *Freikorps* contre les insurgés ; les Indépendants – nés en 1917 d'une scission-expulsion à cause de l'opposition (tardive) aux crédits de guerre – sont des centristes : socialistes plus proches des idées et des pratiques du XIXe que du XXe siècle, ils oscilleront entre un appui timide à la stratégie étatique et nationaliste des Majoritaires (ils voteront les crédits en 1914, et ne commenceront à s'abstenir ou à voter contre qu'au cours de la guerre) et une fidélité encore plus timide aux idéaux socialistes incarnés par les Spartakistes. En vérité, ils ne parviendront à accepter ni l'étatisme ouvert et la brutalité des sociaux-démocrates devenus « parti de l'ordre », ni la pratique révolutionnaires de Spartacus. Ils finiront par se diviser, et on les trouvera à côté tant du gouvernement que de la révolution. D'abord, Liebknecht, R. Luxemburg et Cl. Zetkin – leaders du mouvement spartakiste né en 1916 pour s'opposer à la guerre et au nationalisme des majoritaires – feront partie des Indépendants. Le parti communiste allemand – KPD Spartakusbund – sera fondé le premier janvier 1919 à partir de l'éclatement des Indépendants.

« La rénovation intérieure de l'Allemagne ne saurait être le résultat (...) de la guerre civile : celle-ci ne ferait qu'ajouter aux flots de sang qui coulent sur le front, au malheur qui s'est abattu sur l'Allemagne, de nouveaux flots de sang et un malheur nouveau. Elle ne ferait qu'accroître la misère et la faim et exciter la rapacité conquérante de nos ennemis. Non ! Comme l'ont toujours déclaré les représentants autorisés du parti social-démocrate, c'est par le canal d'une transformation pacifique que nous voulons conduire progressivement notre système étatique à la démocratie et notre économie au socialisme. Nous sommes engagés sur la voie de la paix et de la démocratie. Toutes les manœuvres tendant à fomenter des *putsches* contrecarrent cette évolution et servent la contre-révolution. Au moment où l'on voit poindre l'aube de la paix et de la liberté, la classe ouvrière consciente, au front et à l'arrière, ne se laissera pas aller à des actes irréfléchis qui ne profitent, en dernière analyse, qu'aux ennemis du peuple ».¹

Dans ces lignes tout est dit : l'histoire marche du bon côté, et elle a presque atteint le but de sa marche ; le socialisme (considéré comme une série de mesures économiques « sociales », voire étatiques, dont le cadre politique ne serait que la démocratie électorale) est le résultat d'une évolution dont on commence à percevoir l'aboutissement. En passant, on ne se privera pas de rappeler que telle est la position des « représentants autorisés » du parti : la volonté du peuple c'est bien, mais seuls ont droit d'établir la bonne ligne politique les « représentants autorisés ». Autorisés – à quoi ? Et par qui ? Eh bien, évidemment ils sont autorisés à *dicter la ligne* en se fondant sur un diagnostic de la conjoncture (diagnostic simple : tout est bien, à l'exception près de quelques obstacles...), donc implicitement à *émettre un jugement sur la situation*. En même temps, ils sont autorisés *par la situation elle-même* : comme elle est définie par un progrès considérable, elle autorise les représentants du parti à la juger comme définie par un progrès considérable... Le constat que le progrès est en marche vient autoriser... l'autorité de

¹ G. Badia, *Les Spartakistes*, op. cit. p. 39-40.

ceux qui le déclarent, comme par hasard, en marche ! Logique circulaire (et inexpugnable) qui est celle de tout discours fondé sur la « tendance de l'histoire », sur sa marche triomphale qui autoriserait tel ou tel positionnement politique. Le geste même de s'autoriser, de soutenir ses propres actes par référence à un grand Autre incarnant le sens (le signifié et la direction) du processus historique, est le geste stalinien par excellence ; ses effets catastrophiques sont déjà visibles dans la Social-démocratie (d'où ils migreront vers la troisième Internationale), lorsque – après les tueries des insurgés en 1919 – elle laissera la voie ouverte d'abord à la réaction puis au nazisme. Mais ce geste et cette logique sont aussi l'indice d'une fétichisation de l'appareil de parti, de sa division entre direction et exécution, de sa monopolisation du pouvoir décisionnel par les dirigeants, tous ces traits faisant du parti lui-même une structure à l'image et à la ressemblance de l'État.

Gilbert Badia a analysé quelques-uns des caractères du parti social-démocrate lorsqu'il accède au pouvoir gouvernemental – notamment le « mythe du suffrage universel » partagé par les sociaux-démocrates :

« Le suffrage universel ne leur apportera-t-il pas la victoire, ne suffira-t-il pas à transformer l'Allemagne impériale en une Allemagne socialiste, telle qu'ils l'imaginent ? La plupart en sont persuadés. Sans doute faudrait-il remonter jusqu'aux premiers pas du mouvement ouvrier allemand, pour s'expliquer ces caractères de la Social-démocratie allemande. Ferdinand Lassalle déjà mettait tous espoirs dans le suffrage universel. Déjà aussi, comme Ebert téléphonait au Grand État-Major, il rendait en secret visite à Bismarck et supputait la possibilité d'un socialisme prussien, d'un socialisme instauré par décrets impériaux. L'État est déjà le primat, le socialisme une de ses réalisations ».¹

Cet étatisme du mouvement ouvrier allemand ne deviendra pourtant la ligne majoritaire du MCS qu'à la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire au cours de la période de calme et de réorganisation (tant

¹ *Ibid.*, p. 106.

pour le MCS que pour les États et le capitalisme européen) qui suit l'écrasement de la Commune. Au début du XX^e siècle, et lors de l'éclatement de la Grande Guerre, ce sont les marxistes orthodoxes qui ont épousé un étatisme au vrai beaucoup moins velléitaire que celui de Lassalle :

« Lorsque en 1918, Kautsky fera le procès du bolchevisme, il fera porter l'essentiel de ses attaques sur le concept de dictature du prolétariat en lui opposant la notion de démocratie et de suffrage universel. Le jeu du suffrage universel n'avait-il pas assuré avant la guerre, à chaque élection nouvelle, les progrès du parti ? N'était-on pas fondé à penser que son extension à la Prusse, si longtemps revendiquée et enfin obtenue, de pair avec la réalisation par la social-démocratie, parvenue au pouvoir, de réformes démocratiques (droit de vote aux femmes, journée de huit heures, reconnaissance du rôle des syndicats, abolition des séquelles des droits féodaux à la campagne) assureraient au parti, sans violence, grâce à la libre expression de la volonté populaire, la majorité absolue, donc légalement, la totalité du pouvoir ? ».¹

Ce qui démontre encore une fois que la Social-démocratie ne conçoit *et* le pouvoir *et* la politique que dans les termes établis par la forme étatique. Il n'y a de politique possible que la politique définie et délimitée *par l'instance étatique*, se déroulant à l'intérieur des formes propres aux appareils de l'État. La marche de l'histoire donc ne fait que marquer les progrès de la social-démocratie dans son accès aux appareils d'État (ce qui représente davantage l'étatisation de la social-démocratie que la démocratisation de l'État) : elle marque surtout les progrès dans *l'étatisation de la politique*, la réduction progressive de tout agir politique au référentiel étatique.

Un dernier aspect de ce processus se fait jour : l'étatisme et le mythe du progrès convergent dans l'adhésion au nationalisme allemand, voire aux visées impérialistes :

¹ *Ibid.*, p. 106-107.

« Les convictions d'un Ebert paraissent établies : il semble parfois faire passer les intérêts de l'État allemand avant tout programme social démocrate. Plus exactement, il pense que le programme social-démocrate, réduit à des réformes sociales et à l'introduction du suffrage universel, est réalisable sans ruptures violentes (...). Ces Majoritaires souhaitent une Allemagne démocratique, un Empire démocratisé, où soit aboli l'ostracisme qui frappait tout ce qui était socialiste. Ils ne sont pas imperméables à une certaine forme de nationalisme : l'Allemagne, grande nation démocratique, ne pourrait-elle être appelée à civiliser non seulement les Zoulous ou les Hereros, mais aussi à assurer la tutelle des populations polonaises ou baltes, considérées, à bien des égards, comme sous-développées ? Les accents de Noske au Reichstag, en 1917, ne trompent pas : « L'Allemagne n'est-elle pas depuis des décennies le pays du suffrage universel, égal et secret, le pays qui abrite la plus grande organisation ouvrière du monde, le pays où existent des coopératives ouvrières florissantes ? L'Allemagne a réalisé une politique sociale, grandement améliorée, certes, mais à laquelle nous ne saurions renoncer » (...). Ces hommes veulent améliorer ce que l'Empire a fait pour la plus grande gloire de l'Allemagne ».¹

Si la marche de l'histoire conduit à l'État démocratique-socialisant, l'Allemagne, pays où cette forme étatique est à deux pas de sa pleine réalisation, est à la tête de la marche de l'histoire – hégélianisme vulgaire à la sauce évolutionniste. Mais, justement, l'État allemand est loin d'être un modèle de démocratie sociale : le petit schéma évolutionniste est perturbé par les transformations de l'État dans les conditions de l'impérialisme, de la guerre, des conflits déclenchés par la crise mondiale et la défaite militaire. L'identification de la social-démocratie à la politique étatique signifie par conséquent une caution sans réserves à l'égard de la répression brutale et des agressions impérialistes : les sociaux-démocrates, si soucieux de ne pas perturber par des éclats de

¹ *Ibid.*, p. 104-105.

violence l'évolution de l'Allemagne, « auront recours à la force pourtant, sans scrupule, impitoyablement, mais c'est pour maintenir l'ordre. Car le respect de l'autorité, c'est le premier devoir du citoyen »¹. D'ailleurs, ils n'ont pas attendu la « semaine sanglante » de 1919 pour développer les virtualités autoritaires de l'appareil du parti :

« Convaincus de la toute-puissance de l'*organisation*, les dirigeants majoritaires ont toujours veillé à tenir bien en main l'*appareil* du parti. Systématiquement, mais en prenant toujours bien soin de respecter les formes, d'appliquer la lettre, sinon l'esprit, des statuts, ils ont, par exemple, tout au long de la guerre, évincé de leurs journaux les rédacteurs opposés à l'union sacrée et suspects de sympathie avec la gauche du parti. En effet, les sociaux-démocrates ne font qu'utiliser les moyens mis à leur disposition par l'étatisation du parti : à savoir, les pratiques de pouvoir intrinsèques à la structure d'un "appareil séparé" ».²

La conjoncture que nous examinons scelle la fin du consensus autour de ces présupposés. Mieux : elle scelle le moment où une certaine *neutralité*, même critique, à l'égard de cette étatisation de l'appareil du parti devient impossible et une décision s'impose qui va cliver irrémédiablement les différents courants du MCS allemand. Après l'abdication de l'empereur, pratiquement imposée au prince héritier Max de Bade par l'État-major de l'armée, cet ensemble de questions produit deux réponses différentes à propos de la forme politique à donner à l'Allemagne, qui correspondent aux deux proclamations de la République le 9 novembre 1918. Comme l'a souligné G. Badia, la révolution allemande est une révolution dont l'image est double. À un balcon du Reichstag, on retrouve Scheidemann, ministre du dernier gouvernement impérial *et* du premier gouvernement républicain qui crie : « Vive la république allemande ! » ; et à un kilomètre de distance, au balcon du Palais

¹ *Ibid.*, p. 15.

² *Ibid.*, p. 107.

impérial abandonné par les Hohenzollern, on retrouve Karl Liebknecht, sorti de prison depuis quinze jours, suite à une incarcération due à son opposition à la guerre, qui crie : « Vive la république allemande socialiste ! », à côté du drapeau rouge, c'est à dire *die rote Fahne*, futur titre du journal spartakiste. L'enjeu du socialisme, qui est aussi celui de sa forme politique et de sa position vis-à-vis de l'État, a produit une scission dont le débouché ultime sera un affrontement mortel dans les rues de Berlin.

Les positions de Kautsky

G. Badia parle d'un « procès du bolchevisme » mené par Kautsky. Celui-ci n'est pas un membre des Majoritaires, appartenant plutôt au courant orthodoxe. Autorité idéologique de la Seconde Internationale, Kautsky incarne à la fois l'appareil parlementaire de la Social-démocratie, son étatisation, et la référence stratégique à l'esprit et à la lettre de Marx et Engels. Ses positions articulent donc la tendance étatiste et l'incorporation de la théorie au mouvement ouvrier, ce qui implique un recours décisif à l'autorité de Marx afin de justifier la ligne sociale-démocrate.

Dans *La Dictature du prolétariat* (Vienne, 1918), Kautsky se propose de critiquer la méthode bolchevique et implicitement les thèses de *L'État et la Révolution*. La polémique avec Lénine s'organise autour des problèmes à l'ordre du jour dans les différents pays, d'abord la Russie puis l'Allemagne, ce qui permet de vérifier, dans le déroulement pratique des événements, les thèses proposées. L'objectif des interventions de Kautsky est de modérer l'enthousiasme des militants plus radicaux et de désarmer sur le plan théorique la perspective d'une action révolutionnaire violente. C'est de ce point de vue qu'il présente l'opposition irréductible entre deux méthodes de lutte : la *démocratie* et la *dictature du prolétariat*. Kautsky déploie une analyse érudite et presque chirurgicale des textes de Marx et Engels qui suscitera l'indignation et provoquera l'intervention théorique de Lénine. Sa réflexion part elle aussi, comme celle de Lénine, de l'expérience de la Commune. On a vu

que, malgré son échec, elle est devenue dans le discours du MCS la forme politique paradigmatique de la réalisation du communisme. Kautsky en revendique la nature démocratique. Il affirme que dans cette expérience toutes les âmes du socialisme étaient représentées sans exclusion ou censure imposée par une partie aux autres. Dans la Commune tous les courants pouvaient s'exprimer librement, si bien que toute séparation aurait représenté l'auto-exclusion d'une minorité. Il est évident que son éloge de la Commune vise à critiquer les bolcheviks. Il revendique le principe démocratique qui gouverne le parti social-démocrate allemand en soulignant qu'il ne s'agit pas seulement d'un droit mais aussi d'un devoir vis-à-vis de ses membres : dans le parti règne la démocratie, et elle doit devenir la modalité de fonctionnement de l'État. C'est un point qu'il faut retenir parce qu'il a partie liée avec l'étatisation du parti, avec la structure spéculaire du lien parti-État.

Kautsky présente comme le but de sa brochure la recherche de la signification de la démocratie pour le prolétariat, de la signification de la dictature du prolétariat et des conditions qu'elle peut fournir à la lutte d'émancipation de celui-ci. Au sujet des rapports entre socialisme et démocratie, Kautsky soutient leur complémentarité : il n'y a pas de vrai socialisme sans démocratie, ni une vraie démocratie sans socialisme¹ – ce qui signifie que l'on ne doit pas interpréter l'une comme le moyen de l'autre. Le socialisme est simplement impensable sans démocratie, et la démocratie socialiste représente la forme authentique de la démocratie. Le socialisme ne signifierait pas seulement l'organisation sociale de la production, mais impliquerait aussi l'organisation démocratique de la société. En ce sens, il engage la tradition du parti social-démocrate allemand, le parti de Lassalle dont Kautsky est lui-même l'héritier. Dans cet espace constituant de l'après-guerre, tant les Majoritaires que Kautsky voient l'occasion

¹ K. Kautsky, *Demokratie oder Diktatur* (URL : <http://www.marxists.org/>). Ce point de vue sera repris par Gerhard Leibholz quelques années plus tard dans sa Thèse en philosophie sur *Fichte et la pensée démocratique* (1921), en partie seulement dans celle en droit, *L'égalité devant la loi* (1925), et plus tard encore dans un article sur *La nature et les formes de la démocratie* (1936).

d'atteindre par voie légale, c'est-à-dire par le biais d'une Assemblée constituante, certains objectifs fixés dans leur programme d'Erfurt – dont, en premier lieu, le suffrage universel – en les inscrivant dans une Charte constitutionnelle. Mais quelle place faut-il donner alors à la dictature du prolétariat théorisée par Marx ?

L'effort herméneutique de Kautsky consiste à montrer du point de vue théorique que la dictature du prolétariat ne peut être rien d'autre que la véritable démocratie, c'est-à-dire la démocratie socialiste ; il déclare qu'« on ne peut penser la dictature du prolétariat que comme prise du pouvoir [*Herrschaft*] du prolétariat sur la base d'un système démocratique »¹. S'interrogeant sur la signification juridique du mot « dictature », Kautsky en donne une formulation proche de celle que Carl Schmitt appellera « dictature commissariale ». Dans tout état d'exception, le pouvoir constitué peut décider d'attribuer des pouvoirs spéciaux à une personne et de suspendre certains droits pendant une période limitée, par décret, afin de résoudre le problème d'ordre public qui menace la démocratie dans son ensemble, pour la protéger ou la renforcer. Bref, il s'agit de la suspension provisoire de l'État de droit pour le rétablir. C'est par son caractère temporaire que la dictature se distingue du despotisme. Si, comme c'est le cas pour le despote, dans la réalisation de son mandat, le commissaire n'a pas l'obligation de respecter les normes constitutionnelles, son pouvoir absolu lui est cependant confié par la Constitution et précisément avec le but de rétablir celle-ci. Il s'agit d'une situation d'exception prévue et définie comme telle par la Constitution. La dictature est une mesure constitutionnelle, ce qu'on appelle dans le langage juridique « une exception concrète ». Mais, selon Kautsky, on ne peut pas penser la dictature du prolétariat théorisée par Marx et Engels sous la forme de la dictature d'un homme seul ou d'une minorité. À vrai dire il ne s'agit pas d'une dictature véritable, notion qu'il tend à réduire à celle de despotisme. De quoi s'agit-il alors ? Elle est la dictature d'une classe. Qu'est-ce que cela veut dire ? Elle est à penser comme la domination

¹ K. Kautsky, *Demokratie oder Diktatur*, op. cit.

démocratique d'une classe, le prolétariat, sur une autre, la bourgeoisie, au moyen d'élections libres, c'est-à-dire par décision populaire. Les intérêts des classes doivent trouver leur médiation dans le parlement à travers la confrontation de leurs représentants. La voie bolchevique constitue en revanche la suppression de la démocratie.

Or, cette déclaration vise à établir une ligne politique pour la situation révolutionnaire, mais on devrait plutôt dire, à ce niveau du discours, pour la situation *constituante* de l'Allemagne en 1918. Les Majoritaires et Kautsky fixent leur tactique sur l'Assemblée constituante : il faut établir avant tout une démocratie parlementaire qui sera le moyen de bâtir dans la durée, petit à petit, la démocratie socialiste. Nous disons : « petit à petit » parce que Kautsky considère que les rapports de force ne sont pas encore mûrs pour la réalisation d'une vraie société socialiste. La tendance au socialisme qui s'exprime par une volonté pour le socialisme [*Der Wille zum Sozialismus*] est bien une condition de sa réalisation, mais elle ne suffit pas. Il faut aussi considérer le degré de maturation de la matière première [*Rohstoff*], le prolétariat. Bref, selon Kautsky on n'a pas encore atteint la configuration des rapports de force qui permettrait de prendre le pouvoir de la façon dont Marx l'avait envisagé. Dit autrement : le prolétariat n'a pas atteint l'état de majorité pour dominer – on devrait dire : démocratiquement – la bourgeoisie. Il a besoin d'une tutelle, celle des dirigeants qui décideront ce qui est bien ou mal pour le peuple ; qui l'éduqueront. Ce sont les conditions économiques qui ne permettent pas la formation d'un prolétariat capable de renverser les rapports de force, parce que la société dans son ensemble n'a pas atteint le degré de développement économique nécessaire. Le prolétariat n'est pas prêt. C'est par ces deux raisons qu'à l'ordre du jour n'est pas la révolution sociale, mais une révolution nationale-libérale. La chute des empires doit ouvrir en Europe la saison des démocraties nationales. Ici réside la différence avec la révolution russe, et la raison de la condamnation de l'action des bolcheviks comme une fuite en avant dangereuse et velléitaire. Ceux-ci ont brisé l'unité avec les mencheviks – que, en

passant, Kautsky appelle « socialistes ». Ils ont boycottée l'Assemblée constituante et ont instauré une dictature qui ne correspond pas à la structure économique de la Russie :

« Les bolcheviques ont été le premier parti socialiste dans l'histoire mondiale qui a réussi à prendre le pouvoir dans un grand empire et qui tente d'y réaliser le socialisme. Là repose leur grandeur et de là vient l'admiration de beaucoup de prolétaires envers eux. Mais les rapports étaient les plus défavorables possibles pour atteindre leur but parce que à cause de la situation arriérée du pays manquent les pré-conditions nécessaires à sa réalisation ».¹

Il s'agit pour lui d'une erreur tactique majeure que l'Allemagne ne doit pas répéter. L'analyse économique fixe le cadre de la lutte politique : primat de l'économique sur le politique. La révolution allemande ne constitue alors qu'une étape vers le socialisme, visant à mettre en place les conditions matérielles de sa réalisation : cela se produira par le développement de la grande industrie et la conséquente formation d'un prolétariat industriel. Il s'agira ensuite de mettre progressivement l'appareil d'État au service du prolétariat. L'après-guerre n'est que l'occasion d'établir un système de garanties légales, voire constitutionnelles, afin de permettre d'abord la maturation du prolétariat comme classe, ce qui permettra ensuite sa prise pacifique du pouvoir. Kautsky s'appuie sur certaines indications de Marx, qui avait laissé entendre que dans des démocraties comme les États-Unis, on aurait pu atteindre une société socialiste par voie pacifique. La société socialiste devient le but de l'histoire dont la marche progressive et progressiste est confirmée par le nouveau pas en avant accompli par l'Allemagne ; en vue de cela, il faut passer par l'étape historique de la démocratie libérale. Le socialisme est la tendance de l'Histoire. C'est ici que l'on voit la jonction entre, d'une part, marxisme et philosophie de l'Histoire, et, de l'autre, le positivisme évolutionniste : l'idéal d'un progrès inéluctable, d'une téléologie prédéterminée qui aboutirait

¹ *Ibid.*

nécessairement à la société socialiste et démocratique. C'est cette jonction qui est le lieu d'une littérale et flagrante déviation.

L'appareil, les masses et la Révolution

Mais cette jonction est insuffisante pour comprendre la dialectique complexe de la Social-démocratie. L'évolution sociale-démocratique du MCS pose un problème ultérieur : celui de son rapport aux masses prolétariennes. Ce problème a partie liée avec la question concernant la capacité constituante réelle du prolétariat, toute l'argumentation de Kautsky consistant justement à nier la possibilité d'une forme politique dont les masses seraient porteuses et qui serait différente de la démocratie socialisante-libérale. Franz Mehring, dans une lettre du 3 juin 1918 adressée aux bolcheviks, l'avoue :

« Le plus triste, c'est que les masses témoignent au socialisme gouvernemental une faveur qui lui a permis de battre les sociaux-démocrates indépendants (...) dans trois consultations électorales ».¹

Gilbert Badia confirme que ce constat ne vaut pas que pour la conjoncture de la guerre :

« Ce parti (...) a réussi à conserver le contact avec les masses (...). Les Majoritaires sont bien un parti de la classe ouvrière. Pour la majorité des ouvriers allemands, ils demeurent, même en novembre 1918, après quatre ans de politique d'union sacrée, un, voire *le* parti socialiste. On le voit bien lorsque Noske est envoyé à Kiel par le gouvernement du prince Max de Bade ; il réussit à se faire accepter par les marins révoltés et les ouvriers des chantiers navals. Il exerce en même temps le pouvoir d'État : il se substitue au gouverneur militaire de la ville. Cette double fonction est caractéristique, symbole de l'attitude des dirigeants sociaux-démocrates ».²

¹ G. Badia, *Les Spartakistes*, op. cit., p. 115.

² *Ibid.*, p. 101.

Voilà donc la dernière question soulevée par le trajet de la Social-démocratie : *le soutien dont elle continue à jouir de la part des ouvriers*. En fait, le consensus auprès des classes travailleuses ne commencera à s'affaiblir qu'après la semaine sanglante : avant les tueries de Berlin, ni l'union sacrée, ni l'étatisation, ni le nationalisme affiché, ne semblent avoir éloigné les masses populaires du parti socialiste. Un nouveau problème est alors ouvert : si l'appareil du parti a « trahi » la révolution, s'il s'engage sur la voie de l'étatisation en renonçant au socialisme et à l'internationalisme, on aurait pourtant quelques difficultés à lui opposer la vigilance, la droiture, voire le simple mécontentement des masses, de la classe ouvrière, en somme de la « base ».

Ces problèmes jumeaux – l'évolution de l'appareil du parti et la conduite des masses – sont abordés par les textes de ceux qui deviendront les Spartakistes dès 1916, lors de la parution des *Spartakus-Briefe* : manifestement, la critique à l'égard du parlementarisme et du nationalisme est beaucoup plus élaborée et efficace que la confrontation – de toute évidence douloureuse – avec l'insuffisance politique des masses. Néanmoins, les conséquences à l'égard de la Social-démocratie que Rosa Luxemburg (dont il va être question dans les lignes qui suivent) tirera de la conjoncture ouverte par la guerre mondiale sont loin d'être évidentes : elles constituent un bilan du trajet de la Social-démocratie qui aboutit à une mise en cause de toutes les tendances qui ont été jusqu'ici mises en évidence.

Dans les *Lettres de Spartacus*, R. Luxemburg prône une *rupture* radicale par rapport à la parlementarisation du parti, « qui ronge notre parti comme un cancer depuis des années »¹, et par là elle appelle de ses vœux

« une politique dont le centre de gravité se trouve hors du parlement, c'est-à-dire dans l'action des masses (...). Le rôle de l'autodétermination de l'opposition contre le courant du 4

¹ R. Luxemburg, *Contre la guerre par la révolution. Lettres de Spartacus et tracts*, Paris, Editions de la Tête des Feuilles, collection Cahiers de Spartacus, 1972, p. 25.

août est au contraire de déplacer le lieu des décisions politiques, des chapelles parlementaires et autres « instances » vers la volonté lucide des masses et leur capacité d'action indépendante ».¹

C'est bien là l'enjeu de toute cette conjoncture : *il s'agit de savoir si une pratique politique non-parlementaire et non-étatique serait encore possible pour le MCS*, et, par conséquent, *si une forme politique cohérente avec cette pratique pourrait représenter le débouché d'un processus constituant* dans la situation ouverte par l'effondrement du Reich. D'où l'urgence de mettre à l'épreuve la *capacité politique autonome* des masses – capacité sans laquelle, en effet, la voie sociale-démocratique est la seule envisageable. Le pari d'une politique des masses en dehors des pratiques de l'appareil devient alors le pivot de l'action spartakiste, et de la critique de la Social-démocratie – cette politique des masses vient soutenir les critiques à l'égard de l'appareil séparé qu'est devenu le parti :

« Rien n'a encore été prévu pour une politique et une action qui soient réellement celles des masses. Les travailleurs ne doivent plus applaudir en chœur l'action d'une poignée de parlementaires, ils doivent se risquer maintenant sur la scène politique. On devra toujours et toujours répéter aux camarades : n'attendez le salut que de vous-mêmes. Ce n'est que lorsque vous oserez enfin déployer toute votre force dans des actions de masses hardies avec une énergie croissante, sans craindre les dangers ni les victimes, que vous réussirez à sauver le parti des Ebert-Scheidemann et à remporter de haute lutte la paix et la liberté sur le chaos de la bestialité impérialiste. Le sort en est jeté. Il faut franchir le Rubicon ».²

Ce ne sont pas que des exigences de rhétorique qui motivent cette conclusion lapidaire, cet appel à une décision irrévocable : il s'agit, pour R. Luxemburg, d'opérer une rupture définitive, *sur les principes*, avec la Social-démocratie, ce qui implique une tâche titanique, consistant à renverser les valeurs politiques qui ont dominé

¹ *Ibid.*, p. 26.

² *Ibid.*, p. 27-28.

le MCS pendant plus d'une trentaine d'années. Il s'agit d'apprendre ou de réapprendre la capacité de penser la politique selon d'autres critères que ceux qui semblent avoir conduit la Social-démocratie de victoire en victoire ; d'accepter que ces victoires ne soient pas des victoires du prolétariat ni de la révolution ; de se convaincre que les succès électoraux, l'accès au gouvernement, la puissance de l'appareil, ne sont pas autant de synonymes de « socialisme » ; finalement, il faut mettre en question tout le système d'interpellations et d'identifications construit autour des effets d'appareil et des effets discursifs liés au mythe du progrès et de l'effacement pseudo-universaliste des contradictions – un système qui est profondément ancré dans les formes de subjectivation des militants du MCS, et qui soutient, malgré tout, les espoirs et les représentations des masses elles-mêmes.

La portée de cette rupture – rendue inévitable par la « trahison » de 1914 – est bien exprimée par ce tract de 1916, intitulé *Soit l'un... soit l'autre* :

« Le 4 août a sonné le glas de la social-démocratie allemande officielle et avec elle l'Internationale s'est lamentablement effondrée. Tout ce que depuis cinquante ans nous avons prêché au peuple, tout ce que nous avons déclaré être nos principes les plus sacrés, tout ce que nous avons sans fin répandu en discours, brochures, en journaux et en tracts, tout s'est révélé brusquement n'être que du vent. Le parti du combat de la classe prolétarienne internationale est devenu (...) un parti national-libéral, notre puissante organisation, dont nous étions fiers, s'est montrée complètement impuissante et les ennemis mortels et respectés de la société bourgeoise sont devenus l'instrument passif et à juste titre méprisé de notre ennemi mortel, la bourgeoisie impérialiste. Dans tous les pays la même chute du socialisme s'est à peu de chose près produite (...). Jamais l'histoire universelle n'a vu un parti politique faire aussi lamentablement banqueroute. Jamais un idéal aussi élevé n'a été honteusement trahi et ainsi entraîné dans la boue ! Des milliers de prolétaires pourraient pleurer des larmes de sang, de honte et de fureur : tout ce qui leur était saint et cher est devenu la risée du monde entier.

Des milliers de camarades brûlent de combler la brèche, de laver le parti de sa honte pour pouvoir porter sans rougir et le front haut le nom de social-démocrate. Mais chaque militant doit pour ce faire garder une chose présente à l'esprit : seule une politique unie, claire et décidée peut sauver le parti d'une chute aussi grande (...). Chacun doit maintenant se dire : soit l'un... soit l'autre ».¹

L'impuissance des masses et l'in-existence du communisme

R. Luxemburg est consciente du fait que, si aujourd'hui les pratiques politiques de la Social-démocratie sont devenues critiquables ouvertement, si une scission est envisageable, ce n'est qu'à cause de la guerre, et non pas parce que les masses auraient décidé de se libérer du joug de l'appareil du parti ; ce n'est que la guerre qui a pu remettre en cause les formes traditionnelles de la politique du MCS :

« L'action parlementaire de quelques douzaines de parlementaires est donc toujours la base de l'action, la politique, l'axe de la vie, le nombril du monde ; les masses n'en sont que le chœur qui dit oui – et plus rarement encore non. Comme si le destin de la guerre et de la paix pouvait aujourd'hui encore être tranché au parlement ! Comme si l'action des parlementaires sociaux-démocrates pouvait avoir un autre sens, un autre but que d'éclairer les masses sur le fait qu'elles n'ont rien à attendre du parlement et tout d'elles-mêmes ! Les parlementaires devraient les secouer et les galvaniser dans ce sens par le mot et l'exemple ! ».²

On voit très clairement dans ces lignes l'aporie à laquelle se trouve confrontée la gauche révolutionnaire dans la conjoncture allemande. D'un côté, R. Luxemburg affirme l'autonomie politique

¹ *Ibid.*, p. 152-153.

² *Ibid.*, p. 25-26.

absolue des masses par rapport aux médiations du parti et du parlement, et critique l'appareil du parti à cause de l'expropriation de cette autonomie ; d'un autre côté, elle reconnaît que les masses sont passives face aux actions des parlementaires, qu'elles se laissent exproprier de leur auto-détermination politique sans trop bouger, même face au vote des crédits de guerre. Donc, « les masses » – à la différence de l'appareil du parti – *n'existent pas réellement en tant que porteuses d'une politique en acte*. Elles ne sont qu'un référentiel, le site d'identification virtuelle d'une politique possible, non-étatique et non-représentative : une politique « à venir », si l'on veut, vers laquelle tendent les efforts des dissidents de gauche de la Social-démocratie, vers laquelle doivent tendre les efforts de tout révolutionnaire internationaliste, mais qui n'existe pas ici et maintenant. La politique des masses qualifie les masses « en droit » ; mais les masses « en fait » restent soumises à leurs représentants. Par conséquent, la rupture radicale dont parle « Spartakus » a lieu beaucoup plus entre deux systèmes d'axiomes définissant chacun une orientation politique qu'entre deux tendances réelles et constatables. L'autonomie des masses *in-existe* dans cette phase de la conjoncture – phase qu'on pourra définir comme un *monde* gouverné par les axiomes de la social-démocratie, et où, par conséquent, une politique non-étatique a un degré minimal d'existence¹. Mais ce degré minimal est néanmoins en mesure de fonctionner comme site d'identification de l'ensemble des pratiques orientées vers la mise en place de cette politique *in-existante*.

Une dialectique tout à fait analogue concerne l'appel à *l'Internationale*. R. Luxemburg stigmatise les positions des sociaux-démocrates, majoritaires et indépendants, affirmant :

« Il serait déplacé de faire de l'Internationale socialiste le centre du mouvement ouvrier tout entier. Il serait déplacé de limiter la liberté des instances régionales du parti quant à leurs libres décisions sur le problème de la guerre, il serait déplacé et irréalisable de placer l'Internationale au-dessus du

¹ Voir pour les détails A. Badiou, *Logiques des mondes*, Seuil, Paris, 2006.

parti allemand et des autres partis. L'Internationale ne devrait être qu'un lien fédératif lâche qui laisserait aux partis ouvriers nationaux complètement indépendants une liberté de tactique en temps de paix comme en temps de guerre (...). Camarades ! C'est ici qu'est le nœud de toute la situation, la question vitale du mouvement ouvrier. Notre parti a reculé le 4 août comme les partis des autres pays parce que l'Internationale s'est révélée n'être que des mots vides et les décisions des congrès internationaux des mots d'ordre creux et impuissants ».¹

Mais les mesures pratiques proposées à cette fin semblent bien dérisoires :

« Il faut éduquer les Allemands, les Français et tous les autres prolétaires qui ont un sens de classe dans l'idée que : *La fraternisation mondiale des ouvriers est mon devoir le plus saint et le plus haut sur cette terre, elle est mon étoile, mon idéal, ma patrie ; je préfère mourir plutôt qu'être infidèle à cet idéal* ».²

Difficile d'exprimer avec plus de clarté la profonde *impuissance* de la gauche internationaliste face à une réalité empirique qui ne laisse aucune prise à l'instanciation dans le réel de son propre positionnement. Les masses, la classe ouvrière, se plient au chauvinisme et au parlementarisme, elles confirment leur soutien au socialisme gouvernemental et impérialiste ; du même coup, les principes d'orientation deviennent de plus en plus radicaux, formulés dans la pureté tranchante des déclarations axiomatiques : mais cette pureté n'est pas une démonstration de force – elle exhibe le vide dans lequel ces déclarations ont lieu. C'est pourquoi les formulations se multiplient s'adressant à une classe ouvrière presque entièrement virtualisée – une classe ouvrière qui est réduite au pur nom d'une politique non-étatique et internationaliste, voire la Classe Ouvrière

¹ R. Luxemburg, *Contre la guerre par la révolution. Lettres de Spartacus et tracts, op. cit.*, p. 161-162.

² *Ibid.*, p. 162.

telle qu'elle devrait être pour être en mesure d'incarner dans la réalité les principes dont elle est le site pur d'identification :

« La lutte de classes à l'intérieur de l'État bourgeois contre les classes dominantes et la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays sont deux règles essentielles et inséparables de la classe ouvrière dans son combat historique et mondial de libération. Il n'y a pas de socialisme hors de la solidarité internationale du prolétariat ni hors de la lutte de classes. Le prolétariat socialiste ne peut, ni en temps de paix, ni en temps de guerre renoncer à la lutte de classes et à la solidarité internationale sans aller au suicide. (...) L'action parlementaire, l'action syndicale et la totalité des activités du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à la lutte du prolétariat dans chaque pays contre la bourgeoisie nationale (...) et pousser au premier plan et renforcer la communauté internationale d'intérêts des prolétaires (...). C'est dans l'Internationale que réside le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat ».¹

Une logique presque identique est à l'œuvre dans le rapport entre les Spartakistes et les Conseils. Les Conseils – leur existence et même leur nom – sont la démonstration que la base ouvrière de la Social-démocratie n'est pas immédiatement homogène aux visées de sa direction politique et syndicale. Si les Majoritaires « ne tarderont pas (...) à voir dans le bolchevisme “un nouveau tsarisme” (...) “asiatique”, “réactionnaire” et “impérialiste” »², et si Kautsky affirme que « à part une poignée de fanatiques sectaires, l'ensemble du prolétariat allemand comme l'ensemble du prolétariat

¹ *Ibid.*, p. 169-170.

² G. Badia, *Les Spartakistes*, *op. cit.*, p. 24. Dans la détestation des bolcheviks et de la Russie par les sociaux-démocrates, on peut reconnaître un mixte de mythe du progrès (la Russie serait le pays de l'arriération économique et civile) et de chauvinisme impérialiste germanique, les visées d'expansion territoriales à Est du Reich allemand s'étant depuis toujours représentées elles-mêmes comme légitimées par le rôle de dernier rempart que l'Allemagne aurait joué vis-à-vis de la barbarie despotique des hordes asiatiques. On sait que ces thèmes idéologiques étaient promis à un bel avenir chez les nazis.

international est attaché au principe de la démocratie universelle »¹, il n’y a guère que les Spartakistes qui « s’efforcent de populariser la révolution russe et préconisent d’imiter en Allemagne l’exemple des Soviets »², et les masses ouvrières, quant à elles,

« semblent avoir eu moins de prévention que la plupart de leurs dirigeants politiques contre l’expérience soviétique. Sinon, on ne s’expliquerait pas comment a pu se répandre en Allemagne l’idée de constituer, à l’exemple des Russes, des Soviets, ces *Räte*, ces Conseils d’ouvriers et de soldats qui se formeront partout, dans les usines et les unités militaires, pendant les dernières semaines de l’Empire et les premiers jours de la Révolution. Il est vrai que le rôle de ces Conseils diffèrera souvent de celui des Soviets. Il n’en reste pas moins qu’A. Rosenberg a raison de noter qu’aux premiers jours de la Révolution de novembre [1918] “Les soldats et les marins rebelles suivaient le modèle de révolution russe vue de l’extérieur : en chassant leurs officiers et l’Empereur, en proclamant la toute-puissance des Conseils d’ouvriers et de soldats, ils faisaient un peu de bolchevisme” ».³

« *Tout le pouvoir aux Conseils* »

D’où le clivage majeur qui va diviser les sociaux-démocrates des Spartakistes, un clivage concernant le statut *politique* des Soviets, de leur *pouvoir*. Novembre 1918 et la formation des Conseils dans tout l’Empire allemand marquent un tournant dans le rapport des déclarations spartakistes à la réalité des masses : « En août, les tracts spartakistes sont pleins d’amertume contre la passivité des ouvriers et surtout des soldats allemands qui “pataugent dans le sang des peuples” »⁴. Quelques mois après, l’Allemagne est en révolution : les

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 25.

⁴ *Ibid.*, p. 32.

masses semblent bien s'être réveillées et avoir dépassé de loin les limites que les socialistes gouvernementaux voulaient poser à la crise politique. Dès les premiers signes de craquements des structures impériales, les Spartakistes appellent immédiatement à l'insurrection et à la substitution des pouvoirs traditionnels par les Conseils :

« Pour la classe ouvrière allemande le problème est clair et son action lui est tracée sans équivoque. Nous devons utiliser le moment favorable. Il s'agit de mettre à profit les difficultés extérieures de nos exploiters et de nos oppresseurs pour renverser les classes dominantes et leur substituer la domination de la classe ouvrière allemande. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de cette mer de sang et de misère où nous pataugeons (...). Il faut s'organiser dans les entreprises et les unités militaires, au front comme à l'arrière. Il s'agit d'appuyer par tous les moyens, les mutineries spontanées qui éclatent dans les rangs des soldats, de les faire aboutir à une révolte armée, d'élargir cette révolte en une lutte qui assure la totalité du pouvoir aux ouvriers et aux soldats ».¹

Dans la *Rote Fahne* (le journal spartakiste dont le premier numéro paraît le 9 novembre 1918), la question du pouvoir des Conseils est ouvertement indiquée comme le *point* de division maximale entre les socialistes gouvernementaux et les Spartakistes :

« Le drapeau rouge flotte sur Berlin. Cette fois-ci, ce ne sont pas les ouvriers de Berlin qui ont déclenché les premiers la révolution. Mais ils font la promesse d'aller jusqu'au bout dans la réalisation du programme communiste-révolutionnaire. L'abdication d'un ou deux Hohenzollern ne signifie rien. Et la présence de deux ou trois socialistes gouvernementaux signifie moins que rien ! ».

Parmi les revendications avancées par ce texte, de toute première importance, sont les suivantes :

« Prise en charge de tous les pouvoirs civils et militaires par des hommes de confiance du Conseil d'ouvriers et de soldats (...). Remise aux délégués des Conseils d'ouvriers et de

¹ *Ibid.*, p. 35-36.

soldats de tous les bâtiments militaires et des usines d'armement (...). Remise également de tous les moyens de transport, des usines et des banques (...). Dissolution du Reichstag et de toutes les diètes (...). Mise à pied du Chancelier, de tous les ministres et secrétaires d'État, ainsi que de tous les fonctionnaires qui ne se mettent au service du peuple socialiste. Leur remplacement par des représentants des ouvriers (...). Election, dans toute l'Allemagne, de Conseils d'ouvriers et de soldats, sur lesquels reposera exclusivement le pouvoir législatif, exécutif, l'administration de toutes les installations sociales, des banques et tous autres biens publics. À l'élection de ces Conseils prend part tout le peuple travailleur adulte, à la ville comme à la campagne, sans distinction de sexe (...). Prise de contact immédiate avec les partis frères socialistes des autres pays (...). Camarades ! La réalisation de ces revendications marquera notre entrée dans un monde neuf. Soutenez-les ! Le pouvoir est entre vos mains ! ».¹

Le point qui divise définitivement la Social-démocratie est bien la question des Conseils : organes du pouvoir révolutionnaire, donc entité politique à part entière, pour les Spartakistes, ils doivent uniquement mener à l'élection d'une Assemblée Constituante pour les majoritaires et, avec les oscillations habituelles, pour les Indépendants. Ceux-ci s'accorderont avec les Majoritaires sur la convocation d'un Congrès national des conseils qui devra discuter de l'Assemblée Constituante et du destin des Conseils eux-mêmes. G. Badia expose avec une grande précision le processus au cours duquel les Conseils, en fait dominés par les Majoritaires (auxquels les Indépendants ne seront pas capables de s'opposer réellement), se suicideront politiquement en refusant d'assumer le pouvoir et en acceptant d'être remplacés par une Assemblée nationale :

« En novembre et décembre [1918] on discute ferme de la structure des nouveaux pouvoirs. En fait, le litige majeur porte dès le début sur la place et le rôle de ces Conseils qui sont, en fin de compte, une des créations les plus marquantes

¹ *Ibid.*, p. 82-83.

de la révolution. Faut-il donner *tout le pouvoir aux Conseils*, faut-il au contraire les considérer comme des organismes provisoires, transitoires ? Dès le 16 novembre (...) Däumig a posé le problème en des termes d'une netteté parfaite : « Le 9. 11. l'ancien système gouvernemental s'est effondré, qui se composait de la monarchie et des assemblées législatives (...). À sa place doit être instauré le système des Conseils d'ouvriers et de soldats (...). Le pouvoir exécutif et législatif doit être exercé par les Conseils. Le gouvernement doit nous être subordonné (...). Il faut bien comprendre ce que cela signifie. Si notre Comité se prononce pour la convocation d'une Assemblée nationale, alors c'est signer notre arrêt de mort. L'activité des Conseils ne sera que provisoire (...). La République prolétarienne ne saurait l'emporter. La bourgeoisie entrerait en force dans le nouveau gouvernement (...). La République démocratique bourgeoise s'attacherait à maintenir l'économie capitaliste ». Il est difficile de ne pas être frappé par la clairvoyance de ces paroles de Däumig. Pourtant il ne fut pas suivi. Lorsqu'on passa au vote sur la proposition Däumig, qui écartait l'idée de l'Assemblée constituante et prévoyait de faire des Conseils la base du nouveau régime, elle fut repoussée ».¹

D'une très grande clarté est aussi la position des Majoritaires face aux Conseils :

« Pour l'auteur de l'article [du *Vorwärts* du 16 décembre 1918] les Conseils ne méritent pas de survivre. Ils n'ont bien fonctionné que lorsqu'il étaient dirigés par des militants expérimentés (entendez des Majoritaires) : "Ces organismes auxiliaires, ces organismes de transition de la révolution, composés d'ouvriers et de soldats, ont sans doute une fonction irremplaçable, mais l'image qu'ils nous donnent n'est pas sans comporter des taches. Sans vouloir flatter quelque parti que ce soit, on peut dire que les Conseils ont parfaitement travaillé, là où ils étaient composés de praticiens expérimentés du mouvement ouvrier et que de vilains dégâts

¹ *Ibid.*, p. 182-183.

n'ont été commis que là où une masse inorganisée a jeté par-dessus bord les chefs éprouvés" ». ¹

Cette apologie du primat de l'appareil de parti se soutient également d'une apologie du suffrage universel et du parlementarisme :

« Les élections dont [le Congrès des Conseils] est issu n'ont malheureusement pas eu lieu au suffrage universel, égal, direct (...). Le peuple, qu'emplit le sentiment de la démocratie, ne souhaite pas que de telles élections se reproduisent (...). Le problème (...) : Assemblée nationale ou Système de Conseils aura déjà été éclairci avant même que d'être discuté. Pour la social-démocratie, l'alternative ne se pose pas : elle considère qu'il y va de son devoir le plus sacré de donner au peuple tout entier (...) le droit démocratique à l'auto-détermination, donc de procéder à l'élection de l'Assemblée nationale (...). Mais jusqu'à cette date, la direction du Reich, qui jouit de la confiance populaire, doit avoir les coudées franches. On ne peut pas tolérer que des para-gouvernements discréditent la cause du socialisme ». ²

On voit très bien que les trois axes de division entre Majoritaires et Spartakistes (action des masses vs. parlementarisme, Internationale vs. nationalisme, Conseils vs. appareil de parti et État bourgeois) constituent autant de *points* – pour reprendre le mot d'A. Badiou – dont le traitement ne tolère aucun compromis, sur lesquels il ne faut à aucun prix céder si l'on veut sauvegarder l'orientation *communiste* (raison pour laquelle les Indépendants se scinderont après des innombrables oscillations, faute d'être capables de tenir un point jusqu'à ses conséquences nécessaires). Tous ces points concernent un seul clivage majeur : *qui* est le porteur de l'initiative politique ? Mieux : qui doit être tenu pour le porteur de cette initiative – ou encore : *quel lieu* doit être considéré comme *site* politique exclusif et éminent – afin que cette politique corresponde à l'hypothèse communiste ? Les Spartakistes (et, du côté opposé, les

¹ *Ibid.*, p. 185.

² *Ibid.*, p. 186.

sociaux-démocrates majoritaires) tirent les nécessaires conséquences de leurs façons respectives de traiter ce point. Mais il semblerait qu'ils le fassent en se disjoignant, en tant qu'avant-garde porteuse de cette décision politique, des organisations des masses, qui, elles, s'avèrent beaucoup moins à la hauteur du point à traiter. Sans vouloir atténuer la nature démesurément méprisable des propos sociaux-démocrates, force est de constater que l'argument concernant le manque d'autonomie politique des Conseils semblerait bien correspondre à la réalité :

« Le 18 décembre le Congrès adopta sans débat le texte suivant qui anticipait la solution du problème (...) : “Le Congrès national des Conseils d'Ouvriers et Soldats d'Allemagne, qui représente la totalité du pouvoir politique, transfère le pouvoir législatif et exécutif au Conseil des Commissaires du Peuple, en attendant que l'Assemblée nationale décide d'une nouvelle réglementation” ».¹

Les Commissaires du peuple étant sous le contrôle des hommes d'appareil sociaux-démocrates, on peut bien dire que les Conseils acceptent par cette déclaration de se nier comme site de détermination politique en faveur à la fois de l'appareil de parti et de l'État bourgeois : la Révolution se suicide en rentrant dans le rang, c'est-à-dire en supprimant l'invention d'une instance politique nouvelle, externe à l'État et aux pratiques du parlementarisme. Du même coup, l'affirmation des principes à la base de cette invention se trouve rabattue au statut d'une pure déclaration, privée de ce lien entre l'orientation et la réalité en acte constituée par les Conseils. Les masses ne sont pas insensibles aux mots d'ordre de l'agitation spartakiste, et leurs positions ne sont pas réductibles à une pure passivité face aux routiers cyniques du parti social-démocrate. Néanmoins, elles n'arriveront jamais à franchir le seuil qui les aurait constituées en pôle politique opposé à l'État et aux dirigeants Majoritaires, qui aurait fait d'elles une instance politique à part entière, autonome et extra-étatique.

¹ *Ibid.*, p. 189.

Les masses introuvables

Lorsque les provocations gouvernementales entraîneront les révolutionnaires dans une lutte perdue à l'avance, et que les *Freikorps*, déchaînés par une Social-démocratie pour une fois fort peu soucieuse des règles, auront écrasé les insurgés par un bain de sang, Rosa Luxemburg esquissera un bilan des insuffisances de l'action révolutionnaire en Allemagne, en renouant par là avec la ligne qui avait été la sienne au moins dès le début de la guerre, lors de la crise de la Social-démocratie :

« Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des « victoires » ; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple (...) il faut étudier dans quelles conditions la défaite [de la révolution] s'est produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ? (...) Comment juger la défaite de ce qu'on appelle la "semaine spartakiste" ? Provient-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ? De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises, et l'irrésolution, les hésitations, les atermoiements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode. La direction a été défaillante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les

masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution ».¹

Ces lignes de R. Luxemburg, apparemment en continuité avec les positions qu'on lui associe habituellement, sont en réalité marquées par une très grande ambiguïté : les masses sont l'élément décisif, bien sûr, et en plus elles sont innocentées vis-à-vis de l'échec de la révolution. Mais ce même échec, imputé à une direction défailante, suggère que l'action d'une direction a un poids sur le plan de l'organisation et de l'orientation qu'on ne saurait réduire à une simple fonction d'« éveil » de la conscience critique, ou de porte-parole d'une volonté et d'une capacité politiques caractérisant d'emblée les masses : la volonté et la capacité politiques *ne sont pas spontanées* chez les masses ; celles-ci peuvent les exhiber uniquement à partir de l'action structurée et structurante d'une organisation quelconque : ce que l'on appelle « spontanéité » révolutionnaire des masses est en effet le *résultat* d'une pratique politique qui, tout en s'inscrivant dans la réalité immédiate des ouvriers et des classes populaires, n'en constitue pas un développement « naturel ». Afin que les masses puissent réellement se constituer en instance politique en se donnant une forme d'existence politique en mesure de *durer* face au pouvoir d'État et à l'emprise des appareils politiques et syndicaux, il faut qu'un agencement de pratiques politiques se forme – des pratiques que le devenir social et historique ne produit nullement avec la nécessité d'une loi naturelle (classique). Si la défaite est imputable à une direction défailante, cela signifie qu'une direction politique est essentielle à la révolution. Mais alors l'orientation politique axée sur l'hypothèse communiste et ses conditions de réalisations risquent de se trouver irrémédiablement dissociées. D'où l'intérêt d'un éloge paradoxal de R. Luxemburg que prononcera G. Lukács en 1921, lorsque le philosophe, dirigeant de la gauche communiste internationale, essaiera d'articuler luxemburgisme et léninisme :

¹ R. Luxemburg, « L'ordre règne à Berlin », dans G. Badia, *Les Spartakistes*, op. cit., p. 263.

« Rosa Luxemburg n'était pas seulement un martyr de la révolution prolétarienne ; toute sa vie était un grand combat pour que le prolétariat devienne révolutionnaire, pour que la juste prise de conscience de la situation de la lutte de classe, obscurcie consciemment ou inconsciemment aux yeux de la classe ouvrière par les opportunistes sociaux-démocrates, soit introduite dans la conscience du prolétariat : pour que la conscience de classe ainsi développée se transforme en action révolutionnaire ». ¹

Lukács envisage la pratique politique comme une lutte entre des lignes opposées dont le prolétariat est à la fois le terrain et l'enjeu :

« Les opportunistes, en mettant au premier rang leurs propres intérêts myopes et trompeurs, ont empoisonné durant des décades les réflexions et les sentiments de la classe ouvrière. Ils l'ont habituée à ne pas regarder les événements du point de vue des *intérêts de classe généraux* du prolétariat, mais que chacun se soucie tout d'abord de ses *intérêts personnels*, i. e. *ceux qui touchent au métier ou à l'usine dans un sens restreint* ». ²

Lukács touche ici au caractère structurellement *divisé* du prolétariat : porteur d'une stratégie révolutionnaire *et* intégré aux programmes réformistes ; sujet de l'action politique *et* titulaire d'intérêts économiques particulier ; foyer d'antagonisme systémique *et* composante des rapports de production capitalistes – ces antinomies accompagneront une grande partie de l'histoire postérieure du marxisme, au moins jusqu'à l'opéraïsme italien. Chez Lukács, lesdites antinomies se concentrent dans une formule frappante : le « vrai sens du marxisme » consisterait à travailler « *pour la révolutionnarisation du prolétariat* » ³, à mener une action pour réduire cette division du prolétariat d'avec soi-même et le

¹ G. Lukács, « Préface à *Grève de masses* de R. Luxemburg », dans Michael Löwy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Paris, PUF, 1976, p. 313.

² *Ibid.*, p. 314.

³ *Ibid.*

ramener à l'identité accomplie de perspective politique et réalité sociale. En même temps, Lukács prend soin d'affirmer que le véritable sujet de la politique d'émancipation est la classe ouvrière elle-même – sa critique du primat social-démocrate de l'organisation, du Parti, pourrait valoir également pour le léninisme orthodoxe :

« Selon la conception ancienne de la social-démocratie, l'organisation est une *prémisse* de la révolution : on peut penser à la révolution seulement quand la classe ouvrière est déjà organisée de telle manière qu'elle peut l'accomplir avec succès (...). Rosa Luxembourg rompt avant tout avec le concept strict et mécanique de la grève générale, selon lequel elle est une action momentanée, bien préparée et putschiste, pour la prise volontaire du pouvoir politique, ou pour atteindre un autre but politique quelconque. Elle démontre que la grève générale est un *processus*. La grève n'est pas un moyen de la révolution, mais elle *est la révolution elle-même*. Elle n'est pas la simple utilisation du pouvoir économique de la classe ouvrière pour acquérir certains buts politiques mais *la grève générale est l'unité inséparable de la lutte économique et politique* (...). Par conséquent, l'organisation n'est pas une prémisse (une condition) mais elle est la *conséquence* de la grève générale, donc de la révolution. Le mot d'ordre du *Manifeste communiste* selon lequel le prolétariat *s'organise en classe* par la révolution a été clairement confirmé par la révolution russe ».¹

¹ *Ibid.*, p. 317-318. Ces positions se prolongent dans une critique explicite du primat « théiste » et démiurgique du parti (dans un jargon heideggerien : de la vision de la politique comme mise-à-disposition d'un matériau manipulable par et pour une volonté de puissance auto-centrée) : « Rosa Luxembourg refuse la prise de position selon laquelle le rôle du parti est de "faire" la révolution et qui est la même chez les opportunistes et chez les putschistes (...) elle (...) a mis à sa juste place le vrai rôle du parti dans la révolution : *la direction des mouvements de masses spontanément développés* » (*Ibid.*). Il serait tout à fait injuste d'insister sur l'aveu d'impuissance constitué par ce court-circuit entre direction et spontanéité. Il vaudrait mieux remarquer que Lukács a poussé sa critique du paradigme « léniniste » jusqu'à mettre en cause son idée du temps de l'action politique, son catastrophisme centré sur le schème de la bataille décisive, donc sa conception de la révolution comme un événement ponctuel,

Par cette critique radicale du primat politique d'un appareil organisationnel séparé, Lukács anticipe des tendances et des problématiques qui referont surface tout au long de l'histoire qui va suivre (dans les *Quaderni Rossi* et les théories opéraïstes en Italie, par exemple, ou bien chez le théoricien du mouvement étudiant allemand, Hans-Jürgen Krah) : la révolution communiste est un acte des masses exploitées, qui présuppose leur capacité d'inventer et déployer des formes novatrices d'organisation politique, et cet acte implique nécessairement le dépassement de tout clivage entre le déroulement spontané des intérêts sociaux et la dimension stratégique de l'initiative politique. Les masses, ou la classe, ne peuvent pas se donner une organisation politique sans *nier*, par une action en première personne, leur propre cantonnement à la légalité des données sociologiques – et pourtant, la spontanéité de ces données ne permet pas (au moins *prima facie*) d'y trouver des principes d'orientation susceptibles de se prolonger en action politique : d'où l'exigence de révolutionnariser les masses, tout en affirmant que la révolution ne peut être accomplie que par leur initiative. La compréhension parfaite de la part de Lukács des enjeux théoriques et politiques ne se traduit pas, chez lui (et, il faut le dire, nulle part ailleurs), en résolution de l'aporie létale – la dissociation entre l'hypothèse et ses assises sociales n'est pas réabsorbée.

Lénine et le prolétariat

Dans *Que faire ?* Lénine formule cette dissociation comme fondée sur un inachèvement de la réalité elle-même – le réel du

coïncidant en dernière instance avec la prise du pouvoir : « La révolution prolétarienne ne peut pas se terminer avec la prise du pouvoir d'Etat, momentanée et réussie, mais elle est un processus long, et douloureux, plein de hauts et de bas » (*Ibidem*). Mao utilisera un schème temporel semblable, en y ajoutant la prise d'acte que la durée de ce processus est toujours habitée par la résurgence du pouvoir d'une classe sur les autres – conséquence somme toute analytique du fait que la prise du pouvoir ne règle jamais les questions décisives : le dépérissement de l'Etat et le dépassement de l'exploitation.

prolétariat manque de quelque chose, ce manque étant justement la marque de sa soumission à l'idéologie spontanée des revendications syndicales. Le prolétariat est donc intimement clivé, structurellement lacunaire et divisé en soi-même : si, d'un côté, il est le porteur *virtuel* d'une politique révolutionnaire d'émancipation universelle, il est aussi, d'un autre côté, dans sa réalité immédiate, une classe subalterne, particulière, déterminée par des rapports de domination qui en façonnent la « conscience », c'est à dire l'idéologie spontanée. C'est par et dans ce clivage qu'une instance extérieure est requise comme site d'identification d'une orientation politique que la réalité donnée n'est pas en mesure de produire comme réductible à ses propres termes. Pour Lénine, la politique n'est pas le produit des lois du développement historique, mais le lieu d'un affrontement d'orientations, ce qui implique le surgissement indéfini de divisions, de conflits, de nœuds problématiques que seules des décisions pourront venir trancher. Entre l'orientation politique et la réalité donnée il existe toujours une disjonction, qui peut aller d'un simple écart à une véritable déliaison ; et c'est justement à cette disjonction qu'il appartient de définir le discours de Lénine, centré sur la nature problématique, voire aléatoire et conflictuelle, d'une politique à construire et à inventer, irréductible à toute politique axée sur une nécessité à reconnaître et à laquelle se plier.

Les problèmes surgissent lorsque l'instance politique, dans son excès sur les données sociales, est identifiée ou suturée à un appareil spécialisé censé être, en permanence, le lieu de l'élaboration de l'orientation politique qu'il s'agira ensuite d'apporter, voire d'imposer, aux masses ou à la classe. Cette suture marque le passage de la transformation léninienne du régime de vérité à la fixation de la formation idéologique « léniniste ». Il est déjà possible de trouver certaines conditions de cette formation idéologique dans la position de Lénine à l'égard des Soviets. Pour un Kautsky, ceux-ci ne sont qu'un organe de lutte mais ils ne peuvent pas se constituer en organes constitutionnels : c'est une façon de les tolérer dans le vide constitutionnel qui précède l'Assemblée constituante, celle qui écrira la Constitution de Weimar. Kautsky veut priver les conseils des

ouvriers et des soldats d'une perspective révolutionnaire en Allemagne. C'est pour cette raison qu'il critique la politique bolchevique. Or, loin de vouloir en faire l'organe par excellence de la dictature du prolétariat, ce qui signifierait imposer une forme politique *a priori* à la transition, Lénine revendique leur caractère adéquat à la situation de la Russie. La forme du soviet constitue certes une forme spontanée de l'organisation ouvrière dont la tâche est le contrôle de la production, mais elle est également l'organe de l'insurrection. Les soviets sont les institutions de la Classe, comme l'était auparavant la Commune, qu'il s'agit de maintenir dans leur double fonction, d'organe de lutte et de forme constitutionnelle *in nuce*, la forme de la dictature du prolétariat.

Mais, dans la perspective de Lénine, c'est le parti qui doit fixer l'intelligence de la lutte. La dictature en tant que transition révolutionnaire est l'action du pouvoir constituant, dont le parti est la voix. La dictature du prolétariat qui a assumé la forme des soviets en Russie, pourrait prendre celle des conseils en Allemagne en suivant le mot d'ordre spartakiste, comme elle avait pris celle de la Commune en 1871. Mais ce processus doit continuer, la révolution n'est que le processus révolutionnaire continué. La solution ne peut pas reposer sur une forme constitutionnelle *a priori*, dans la mesure où le capitalisme tend toujours à absorber toute forme politique constituée. Comme l'exemple de Kautsky le montre dans la théorie, la lettre marxiste peut se transformer en discours contre-révolutionnaire et cela est encore plus vrai pour toute organisation constitutionnelle. Or, la solution léniniste est de faire du parti le garant du procès révolutionnaire : c'est finalement le parti qui doit coordonner la lutte et lui donner l'intelligence de la stratégie, afin de garantir l'aboutissement du processus de constitutionnalisation du pouvoir prolétarien. Mais, on le sait bien, le parti est lui-même soumis à la dérive idéologique. L'histoire de la République soviétique et le Thermidor stalinien montreront que le parti communiste et la république des soviets n'arriveront pas à gagner leur pari révolutionnaire.

L'intervention de Lénine

Mais la position de Lénine est bien autrement complexe, et irréductible à un simple primat du parti sur les formes politiques des masses auto-organisées. Le geste léninien dans la conjoncture révolutionnaire déploie une épaisseur théorique et politique capable de toucher aux destins et aux limites du devenir politique du système des États européens¹. L'Allemagne devient la pièce maîtresse dans

¹ D'ailleurs, c'est la conjoncture internationale qui semble rendre finalement impossible la révolution socialiste en Allemagne. L'événement de la Révolution d'Octobre, la démonstration pratique que la Révolution sociale, la prise prolétarienne du pouvoir, est possible, déclenche une contre-révolution d'emblée silencieuse, puis de plus en plus violente et extrêmement efficace qui étouffe tout commencement révolutionnaire en passant par Kiel et Berlin, avec l'aide décisive du capitalisme international. Dans ce mouvement, la Révolution d'Octobre opère donc comme un événement effrayant, sous une modalité analogue à la Terreur jacobine. Comme l'a bien remarqué Nolte, l'action bolchevique constitue un *Schreckbild* pour la conscience européenne, « une image de l'horreur » bien plus puissante qu'un spectre, parce qu'à la différence de ce dernier qui est simplement un produit imaginaire ou une simple représentation, « une image de la terreur a un fondement solide dans la réalité » (E. Nolte, *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalismus und Bolschewismus*, Frankfurt/Main-Berlin, 1989, p. 22). C'est la force de l'événement dans la production de la conscience, donc dans la production idéologique, que l'on pourrait aussi saisir en l'occurrence comme dispositif de la production idéologique de la peur. La Révolution d'Octobre comme nouveau commencement possible transforme le spectre du communisme en réalité infernale, menace extrêmement plus puissante que le spectre du *Manifeste du parti communiste* pour la réaction contre-révolutionnaire (financement et constitution des Corps francs). Dans la tentative désespérée de maîtriser cet événement, de gouverner la peur et la spontanéité qu'il produit, dans cette absence de prise de position nette pour la révolution qui l'amène à s'allier avec les militaires et les bourgeois, la Social-démocratie allemande se plie à la raison d'État. On ne doit pas oublier que les Majoritaires engagent une vraie bataille de presse contre les bolcheviks et les spartakistes. Comme le relate G. Badia, le 28 octobre 1918, face au Conseil des ministres, Scheidemann propose d'envoyer en Russie des journalistes habiles pour réaliser des comptes-rendus afin d'étouffer toute sympathie envers le bolchevisme. Et, à la même occasion, le ministre des affaires étrangères suggère que la propagande anti-bolchevique soit réalisée par le parti social-démocrate et sa presse (G. Badia,

l'échiquier international. L'actualité de la révolution européenne se noue autour de l'évolution politique de l'Allemagne qui se présente comme le véritable espace constituant de l'Europe à venir, sa forme paradigmatique future dans le discours libéral ou libéral-socialiste du XX^e siècle : bolchevisme ou démocratie libérale ? Une alternative forcée mais qui produit un effet idéologique important : la peur du bolchevisme produit un consensus autour de la démocratie libérale, qui devient ainsi dans la conscience européenne la meilleure des formes constitutionnelles possibles. Il est urgent de redécouvrir la profondeur et la richesse de la pensée léninienne, tant sur le plan proprement politique que sur celui de la détermination du statut de la théorie. Pour comprendre les enjeux de la pensée léninienne tels que la conjoncture les révèle et les détermine, il faut revenir sur sa rude joute avec Kautsky.

L'intervention de Lénine dans la conjoncture allemande en 1918 produit un renversement de la solution proposée par Kautsky à l'alternative entre démocratie et dictature : tout en acceptant la formulation du problème que la conjoncture fige dans cette alternative, Lénine déploie un discours qui désarticule point par point la solution proposée par Kautsky, et qui vise à ouvrir un nouvel horizon d'intelligence des luttes. L'analyse de leur confrontation nous permettra non seulement de tracer une généalogie du geste léniniste de philosopher dans la conjoncture, selon les indications proposées par Louis Althusser, mais aussi de retracer la ligne de démarcation entre l'idéologique et le scientifique produite par l'intervention de Lénine dans le débat au sujet de la révolution allemande.

Les Spartakistes, op. cit. p. 24). La Social-démocratie se suicide et tombe ainsi dans une impasse, si bien que la République de Weimar, dans une crise permanente, loin de permettre un développement pacifique vers une démocratie socialiste, donnera prise à la montée de la violence de l'extrême droite qui culminera avec la prise du pouvoir par Hitler. On pourrait ainsi dire que la Social-démocratie ne fit pas bien ses comptes, surtout avec l'armée et ses alliés du jour, les nationalistes.

On proposera ici quelques observations sur la nature et les effets de ce tracé. On pourrait dire d'emblée que l'intervention de Lénine produit une ligne de démarcation qui parcourt deux plans tout à fait liés, mais en même temps distincts, qui reflètent l'image double de ce qu'on nomme « révolution allemande » : un front au sein du mouvement socialiste et un autre sur le plan conceptuel. Dans le cadre de l'alternative entre démocratie et dictature cette conjoncture appelle à une décision qui investit aussi bien l'actualisation de l'enseignement marxien face à une conjoncture nouvelle, que le fondement de la science juridique et politique de l'époque. Cette dernière se révèle inapte à résoudre les problèmes que la réalisation de la *démocratie des masses* pose en s'imposant comme horizon politique partagé par toutes les forces en présence. La démocratie s'impose comme plan d'immanence du discours politique. Mais la république parlementaire s'avère une solution inadéquate face au vide constitutionnel produit par l'abdication du prince héritier et la défaite militaire, et encore davantage face aux attentes des masses créées par la Révolution d'octobre. Par son intervention, Lénine indique et dénonce les limites et les contradictions de la foi en la démocratie libérale de la part des dirigeants de la Social-démocratie allemande et démasque ainsi l'action réactionnaire de cette dernière au sein de la conjoncture. Cela nous suggère que cette conjoncture appelle aussi un effort théorique tout particulier, car les concepts de la politique moderne développés au cours du XVIII^e et XIX^e siècles ne semblent plus correspondre aux enjeux de l'actualité politique de l'Europe de l'après-guerre. La possibilité de la révolution refait donc surface dans un contexte de crise politique, autant constitutionnelle que théorique.

Or, contre toute idéalisation de la république parlementaire, Lénine s'appuie sur *l'histoire et la mémoire des luttes du XIX^e siècle* afin de montrer la vraie nature, qui est une nature violente, du pouvoir qui s'abrite derrière les beaux discours sur la démocratie. C'est en ce sens-là que la prise de position théorique de Lénine ouvre *de facto* deux fronts sur le champ théorique, ou si l'on préfère un front sur deux champs théoriques distincts et croisés. « Penser dans

la conjoncture » implique ici non seulement de saisir les rapports de force entre les éléments qui y sont contenus afin de les organiser dans une pratique efficace faisant face au problème imposé par le « cas » singulier de ladite conjoncture ; mais implique aussi de forger des concepts aptes à rendre compte et résoudre les problèmes nouveaux posés par l'actualité avec *l'entrée des masses dans l'espace politique*. Cela implique un investissement de repères théoriques spécifiques face à un cadre théorico-pratique en crise. « Penser dans la conjoncture » signifie ici dénoncer les limites du discours libéral et du paradigme politique moderne qui s'impose avec la révolution française ; cela implique de saisir la marque idéologique des solutions proposées dans le débat et d'indiquer les points de rupture, les apories de ce discours, afin de le dépasser par une nouvelle pratique théorique et ainsi ouvrir la voie à un « ordre nouveau ». Autrement dit : « penser dans la conjoncture » devient ici une pratique révolutionnaire qui doit faire face aux urgences et aux problèmes d'une réalité en transformation et à la réaction contre-révolutionnaire, et forger des concepts capables de préfigurer et impulser ce nouvel horizon d'émancipation. Il s'agit de repérer les forces qui poussent en direction de la révolution et les forces qui la contrastent, et de prêter attention aux camouflages des forces réactionnaires, à la transformation des alliés ou des amis d'hier en ennemis d'aujourd'hui. La science politique prolétarienne doit démasquer les agents contre-révolutionnaires au-delà de leur positionnement de surface, et s'affronter à leur résistance en fixant à nouveau, à chaque intervention et prise de position, le front entre idéologique et scientifique ; elle doit discriminer à chaque fois l'ami et l'ennemi de la révolution, et dénoncer ainsi la crise des concepts qui gouvernent le discours politique.

Sur le plan théorique, l'adversaire est le discours libéral, la démocratie comme démocratie parlementaire fondée sur les droits de l'homme, sur l'idée des individus-monades *a priori* tous identiquement libres et égaux – point d'appui idéologique de la mystification démocratique-libérale. Le moment de production théorique constitue ainsi un moment indispensable qui permet de

fixer l'horizon d'une action politique de démolition des structures de domination sociales et économiques, qui reposent en dernière instance sur le concept d'individu abstrait et idéalisé. La révolution passe par une pratique théorique capable de repérer les maillons faibles du système afin d'y concentrer la force de frappe du prolétariat, qui, lui, doit d'ailleurs *se constituer précisément dans cette action* comme *sujet révolutionnaire*. Le prolétariat se configure donc comme un concept pratique, un sujet *in fieri*, c'est-à-dire en puissance, qui ne peut se constituer que par cette action révolutionnaire. À savoir, le sujet révolutionnaire n'est pas un donné, il n'existe pas par nature, mais il doit se constituer, en revanche, en force agissante d'une action collective. L'avant-garde a pour tâche de formuler le but de cette action, et de produire dans le prolétariat la conscience de pouvoir la réaliser, de pouvoir devenir acteur révolutionnaire. La lutte est à la fois lutte théorique et lutte pratique, elle investit tant l'objet, le monde social, que le sujet, et cela contre toute fixation idéologique de sa possible reconstitution en sujet indépendamment de l'action révolutionnaire. Le prolétariat n'est pas un produit de lois de nature, mais le résultat d'un système de relations sociales, donc des pratiques matérielles qui le produisent et l'entretiennent comme classe des exploités. La science politique prolétarienne doit faire de lui le sujet de sa propre libération, et donc lui apporter la conscience, c'est-à-dire l'intelligence requise pour se constituer comme agent révolutionnaire, comme pouvoir constituant, tout en renversant et réorganisant l'ensemble de ces pratiques. De ce point de vue, la révolution ne se réduit pas à la prise du pouvoir, mais elle se présente comme action continuée. Loin de représenter le point final des luttes, la prise du pouvoir n'est alors qu'un moment dans un processus de réelle émancipation, la possibilité de son commencement. De même, « bourgeoisie » n'indique pas seulement une classe pourvue d'intérêts déterminés, mais aussi une attitude à laquelle l'individu-prolétaire, considéré d'un point de vue sociologique, n'est pas *a priori* étranger lorsqu'il poursuit son intérêt privé, sa possible émancipation économique en dehors de l'émancipation de la Classe. La seule façon de détruire l'État

bourgeois, comme appareil et comme *status* ou attitude, et d'en finir avec la violence qui lui est consubstantielle, est d'en prendre le contrôle afin d'entamer ainsi la désarticulation progressive des rapports de domination et de s'attaquer à ses présupposés théoriques et économiques, aux principes mêmes de ces pratiques matérielles individualistes. L'affirmation du prolétariat comme sujet révolutionnaire et pouvoir constituant implique la désarticulation de la forme-État démocratique-libérale – forme dont la matérialité est indissociablement idéologique, économique, constitutionnelle...

Lénine est conscient que la petite bourgeoisie oscillera à l'infini entre bourgeoisie et prolétariat, que la bourgeoisie résistera jusqu'au bout de ses forces. Sa réaction et sa capacité de résistance ne sont pas à démontrer mais simplement à affronter, la révolution russe a tout simplement donné vie à une nouvelle phase des luttes dans l'histoire. La prise du pouvoir par le parti d'avant-garde, par les « révolutionnaires professionnels », n'est point la fin mais tout simplement le *commencement possible* de la révolution.

L'intervention dans la théorie

Or, en ce qui concerne notre analyse du penser dans la conjoncture, la critique par Lénine des positions de Kautsky nous permet de déceler certains points faibles dans le discours du « Pape rouge », tant sur le plan de l'interprétation de la philosophie de Marx que sur le plan conceptuel. Concentrons-nous d'abord sur le premier aspect. Pourquoi Kautsky est-il un renégat du marxisme ? Selon Lénine, Kautsky est un opportuniste. Et, pour reprendre une expression de *L'État et la Révolution* où il l'avait déjà attaqué de manière violente, on peut affirmer que la marque principale de tout opportunisme dans le mouvement marxiste et socialiste, est le déploiement d'un discours qui a « tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'État »¹. Kautsky,

¹ V. I. Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917, URL : <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er6.htm>.

qui avait pourtant critiqué l'opportunisme de Bernstein lors de la première révolution russe, reproduirait la même erreur : il dénaturerait le marxisme parce qu'il rejette ce qui pour Lénine n'est rien d'autre que le cœur de l'effort théorique de Marx et Engels, à savoir : *la dictature du prolétariat*. Or, tout en reconnaissant le problème que Kautsky présente comme la question même de l'actualité politique en 1918, c'est-à-dire la réalisation du socialisme dans l'alternative entre démocratie et dictature, à propos de laquelle la social-démocratie et le noyau du futur parti communiste marquent leur différence – tout en acceptant d'abord les termes de ce débat, Lénine se positionne notamment en faveur de l'autre option : ce qui est à l'ordre du jour en Europe, ce n'est pas la démocratie ou la révolution politique, mais la révolution prolétarienne. On se trouve face au renversement de la solution donnée par Kautsky à la question posée par la conjoncture. Or, on sait bien que Lénine avait en 1918 d'autres problèmes d'ordre – disons - pratique à résoudre, et qu'il arrache quelques heures à la lutte pour parler de la lutte à des hommes qui sont pris en elle. Pourquoi le fait-il ? Pour « leur donner l'intelligence de leur lutte »¹. Le fait qu'il ressente la nécessité d'intervenir théoriquement, montre l'importance de la production théorique dans la lutte des classes. Pourquoi « analyser les sophismes de renégat et le reniement total du marxisme chez Kautsky » est-il « de toute nécessité » ? Il est nécessaire pour contrer l'effet idéologique de son discours, pour donner une perspective de lutte au prolétariat allemand, une intelligence de son propre combat spontané, afin d'en permettre l'organisation selon les principes d'un *autre* discours que celui de la Social-démocratie. Lénine critique la façon dont Kautsky formule et développe la solution du problème livré par la conjoncture. Il en déconstruit l'argumentaire à l'apparence « marxiste » pour en dévoiler la matrice *libérale*. C'est là le geste léniniste dans la théorie. Si on voulait paraphraser le dispositif véridictionnel forgé par Foucault à partir de l'analyse de l'actualité, on pourrait dire que, dans son discours, Lénine fait de la théorie

¹ L. Althusser, *Pour Marx* (1965), Paris, La Découverte, 2005, p. 179.

marxiste la surface d'émergence de sa propre actualité discursive, actualité qu'il interroge face à une situation, à une conjoncture que Marx n'a pas connue et qui se pose comme contingence surdéterminée, événement dont il faut produire l'intelligibilité, et dont il faut dire et trouver le sens, la valeur, la singularité philosophique. Le discours implique une interprétation du marxisme qui ne doit pas seulement trouver en celui-ci à la fois sa propre raison d'être et le fondement de ce qu'elle dit, mais aussi produire une action, supporter et rendre raison d'une ligne politique face aux acteurs engagés dans cette lutte, ce qui pose la question de l'organisation. Cela passe évidemment par une décision au niveau théorique autant que pratique : il s'agit de mobiliser le matérialisme dans la production d'une pratique qui trouve des solutions pour des problèmes concrets et qui organise la spontanéité prolétarienne. Pour le dire cette fois-ci avec Antonio Negri, « *la théorie devient puissance matérielle* ». Et

« de là ressort la dis-continuité du marxisme comme négation de l'idéologie, jamais continuité simplement théorique, jamais filiation, jamais procès continu qui d'un penser produit toujours du penser, mais toujours rupture et rénovation des hypothèses politiques par rapport aux nécessités, aux exigences, aux qualifications nouvelles que présente le sujet révolutionnaire ».¹

Du point de vue théorique, cette mobilisation investit la dialectique matérialiste que, pour le dire encore une fois avec Althusser, malgré toutes les intentions contraires, Marx « ne trouva jamais le temps d'écrire » parce que « la Théorie de sa propre pratique théorique n'était pas alors essentielle au développement de sa théorie, c'est-à-dire à la fécondité de sa propre pratique »². Chez Lénine, on retrouve cette dialectique à l'œuvre. Dans la réflexion sur sa propre pratique, Lénine définit son essence ultime comme intervention dans le domaine théorique. Cette intervention se déploie

¹ A. Negri, *Trentatré lezioni su Lenin* (1977), Rome, Manifestolibri, 2004, p. 18.

² L. Althusser, *Pour Marx*, op. cit., p. 176.

sous une double forme : « théorique par la formulation des catégories définies ; pratique par la fonction de ces catégories à l'intérieur du domaine théorique ».

Comme on l'a déjà évoqué, il s'agit de tracer une ligne de démarcation entre des idées déclarées vraies et des idées déclarées fausses. Par rapport aux thèses de Kautsky sont importants les effets de ce tracé. Ils sont doubles : « positifs en ce qu'ils servent une certaine pratique : la pratique scientifique - négatifs en ce qu'ils défendent cette pratique contre les dangers de certaines notions idéologiques »¹. Or cela passe par l'étude de Hegel et du renversement opéré par Marx, que Lénine reconstruit à travers l'étude de la *Logique* dans ses *Cahiers sur la Dialectique*. Or, ce qui nous intéresse ici, c'est le résultat de cette étude, la théorisation de l'intervention théorique. L'intervention de Lénine dans la polémique contre Kautsky consiste dans le tracé d'une ligne de démarcation majeure « par quoi elle repousse les notions idéologiques » des théorisations « qui représentent la tendance opposée à la sienne »². Du point de vue marxiste, « l'enjeu de ce tracé, donc de la pratique philosophique, est la pratique scientifique, la scientificité »³, et l'actualisation de la théorie matérialiste, donc de la pratique théorique. Du point de vue pratique, il s'agit d'adresser un discours qui interpelle les agents en lutte, qui *anticipe et préfigure l'horizon de constitution d'un sujet révolutionnaire*. C'est ici qu'on peut indiquer le point de convergence et de divergence entre Althusser et Negri dans leur lecture de Lénine. Comme le remarque Negri, Althusser,

« dans la mesure où il tend à définir la théorie comme pratique d'intervention et comme prise de position de classe, refuse de façon réitérée d'imputer ces activités à un sujet révolutionnaire, à un sujet matériel caractérisé par une

¹ L. Althusser, *Lénine et la philosophie*, in L. Althusser, *Solitude de Machiavel et autres textes*, Paris, PUF, 1998, p. 103-144, notamment p. 49-50.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

dialectique interne entre subjectivité et discontinuité matérielle, parmi les divers facteurs qui le composent »

– ce qui implique que « la science du procès révolutionnaire refuse chez lui de se faire science du sujet révolutionnaire »¹. Manifestement, la divergence se produit donc sur le plan de l'actualisation du discours léniniste et non pas sur son analyse, ce qui apparaît clairement dans leurs différentes approches du mouvement : pour Althusser, c'est une approche toute interne à la pratique théorique, et pour Negri, elle est engagée dans le travail d'enquête, base d'analyse de la composition de classe et de la production du Pouvoir Ouvrier ou de l'Autonomie. La lecture de Lénine par Negri permet de déterminer l'effet pratique du discours léniniste dans la conjoncture : elle montre que le geste d'« apporter de l'extérieur » la conscience est loin d'être univoque. Bien que la formulation reste ambiguë et oscillante, elle renvoie moins au geste de donner une forme à l'informe de la non-conscience prolétarienne, qu'à une pratique d'intervention militante dans les clivages et les contradictions d'une conscience spontanée toujours susceptible de se transformer en décision révolutionnaire.

Comment se situe Lénine lui-même dans son propre discours ? Il se positionne comme dirigeant marxiste par rapport aux soi-disant « socialistes ». Son but est de démarquer la position authentiquement marxiste vis-à-vis de tout opportunisme. Ce discours s'adresse aux militants socialistes, il veut démasquer les déviations du discours de Kautsky et des Majoritaires par rapport au marxisme, et donc les discréditer en tant que dirigeants marxistes auprès des militants. Les positions de Kautsky ne sont plus traitées comme les thèses d'un militant socialiste, mais comme le discours d'un petit bourgeois cultivé, d'un historien de la politique, qui dans une société communiste pourrait bien être nommé professeur d'Histoire, mais sans jamais pouvoir revendiquer la position de guide de la révolution ni représenter le prolétariat. Dans ce dévoilement, ce « démasquement », on retrace d'ailleurs un mouvement opposé à celui

¹ A. Negri, *Trentatré lezioni su Lenin*, op. cit. p. 20.

qu'Althusser propose chez Marx, qui, lui, se serait libéré de son origine petite-bourgeoise par une pratique théorique l'ayant amené à la coupure et à la découverte du continent scientifique de l'Histoire, sorte de processus de libération de l'idéologie de son temps. Selon Lénine, Kautsky régresse dans les faits au point de vue propre à son origine sociale et il le fait au « moment de la vérité », c'est-à-dire au moment de prendre une décision qui aurait dû témoigner dans les faits de son rôle dans le mouvement et dans la société, celui d'un dirigeant socialiste, et qui se révèle, en revanche, comme l'expression du point de vue d'un petit bourgeois de la pire espèce. La révolution implique une transformation du sujet en acteur révolutionnaire. C'est en raison de ce positionnement littéralement réactionnaire que Kautsky joue dans cette conjoncture un rôle contre-révolutionnaire. Dans la conjoncture, son action joue le jeu de la bourgeoisie capitaliste. Kautsky parle de révolution mais il ne la veut pas. Il ne s'engage pas dans la transformation de soi-même que la pratique révolutionnaire implique. Quels sont alors les sophismes déployés par Kautsky ? Selon Lénine, Kautsky renonce *de facto* à la théorie de la dictature du prolétariat qui est remplacée par la doctrine libérale de la conquête de la majorité des suffrages et de la valeur de principe de la démocratie. De ce fait, il régresse à la théorie des socialistes utopiques. Il efface l'effort théorique de Marx et Engels justement parce qu'il oublie de rappeler que

« l'État est une machine de la domination et exploitation d'une classe sur une autre, que la république la plus démocratique n'est qu'une machine par laquelle la bourgeoisie opprime le prolétariat ».¹

La dictature du prolétariat, loin d'être un *Wörtchen*, une expression insignifiante, exprime la théorisation de l'action de briser la machine d'État, donc l'effort théorique de Marx et Lénine entre 1852 et 1891. C'est pour cette raison que Lénine déclare que dans son interprétation, Kautsky fait de Marx un vulgaire libéral.

¹ Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918, URL : <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/11/vl19181110e.htm>.

Connaisseur fin du corpus marxien, il fait semblant d'oublier une évidence des luttes, la marque violente de l'État :

« En définissant la dictature, Kautsky s'est appliqué de toute son énergie à cacher au lecteur le trait dominant de ce concept, à savoir : la violence révolutionnaire ».¹

Le discours marxiste ne peut pas porter sur les distinctions entre démocratie et monarchie comme formes de gouvernement, parce que dans les deux cas on doit faire face à la violence exercée par l'appareil d'État contre les exploités. La véritable alternative concerne la forme de la lutte, « l'opposition entre *révolution pacifique* et *révolution violente* »². En envisageant une révolution pacifique, Kautsky méconnaît la nature violente de l'impérialisme, la marque du capitalisme au XXe siècle. Kautsky ne tient pas compte de la nouvelle configuration des rapports de force, caractérisée par le militarisme, la bureaucratisation de l'État, et par l'internationalisation du capitalisme sous la forme de l'impérialisme. Cela semble évident dans son analyse de la Commune, où Kautsky oublie un aspect fondamental lorsqu'il souligne la présence de tous les courants du socialisme, comme si celle-ci découlait de la démocratie pure et électorale. Il oublie de reconstruire le cadre de luttes dans lequel se réalise la Commune. Il passe sous silence le fait qu'elle se constitue en opposition à l'ordre établi, au pouvoir en place, à la bourgeoisie qui s'était réfugiée à Versailles, c'est-à-dire le fait qu'elle constituait l'organisation du prolétariat contre toute la bourgeoisie. Dans l'utilisation des citations de Marx et Engels, il néglige le fait que le but des deux théoriciens est la démolition de la machine-État. En outre, Marx critique les communards parce qu'ils auraient dû s'emparer de la banque de France. Cette démolition constitue un point capital autant « qu'il constitue le *seul* correctif qu'ils aient introduit en 1872 au programme "vieilli" (par endroits) du *Manifeste communiste* ». En oubliant cela, le discours de Kautsky devient ainsi un discours de libéral, puisqu'il reproduit les « contes

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

sur la démocratie pure ». En quoi consiste alors l'interprétation par Kautsky du marxisme ? Selon Lénine,

« du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier) ; il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie ».¹

Lénine distingue la démocratie pure de la démocratie prolétarienne. Or, il ne discute pas la possibilité que la démocratie socialiste puisse être la forme possible de la société communiste. Ce n'est pas là l'objet de son discours, parce que cette problématique ne concerne pas l'actualité. À l'ordre du jour, c'est la transition révolutionnaire : il faut briser la structure de l'état bourgeois, le parlementarisme, l'appareil étatique.

« La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiters gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration ».²

Toute révolution s'accompagne d'une contre-révolution, objective et subjective. C'est cette transition que Marx et Engels ont appelée « dictature du prolétariat ». Lénine souligne que la forme des soviets est adéquate à la situation russe. La bourgeoisie ne se laissera pas renverser par un jeu démocratique, un jeu qui est son jeu, lequel définit et change ses propres règles selon son intérêt. Elle luttera pour regagner ses privilèges perdus avec l'aide du capitalisme international. Mais la révolution ne peut dépendre non plus des

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

inclinations et de positions électorales de la petite bourgeoisie qui est derrière les capitalistes exploiters. Elle hésite en permanence, un jour avec les prolétaires, un autre avec les bourgeois. Il faut penser et construire dans chaque pays la forme adéquate à la dictature qui doit exercer son pouvoir contre les exploiters. La révolution prolétarienne en tant que dictature du prolétariat doit restreindre leurs droits pour transformer la société, les rapports de force. En oubliant dans son discours la lutte de classes, Kautsky a changé définitivement de camp. Le marxisme-léninisme démasque la science capitaliste qui fait de la violence le tissu sur lequel se construisent les rapports politiques. Cette violence *est* omniprésente, parcourt toutes les formes constitutionnelles, toute forme de gouvernement. L'appareil d'État établit dans toute forme de gouvernement cette violence non seulement dans les rapports formels mais aussi dans les rapports quotidiens de production et de vie. Le marxisme « découvre que la science du capital est la science de la violence capitaliste »¹. C'est en ce sens que le marxisme doit se constituer dans la pratique comme destruction et renversement de ces rapports. Et ce renversement, comment se produit-il dans la stratégie léniniste ? Par le moment de l'organisation, dans le renforcement de la classe ouvrière sur le plan organisationnel et matériel. Il faut faire de la condition d'isolement objectif du prolétariat, son point de force, donc « renverser cet isolement en avant-garde » (abstraction déterminée). Comment se traduit cela pratiquement ? Dans l'organisation des soviets parce qu'ils constituent l'organisation des salariés, des exploités, donc des prolétaires. Aux soviets il faut donner une intelligence tirée d'une abstraction déterminée, une intelligence qui fixe l'horizon de la lutte. Cela permet de ne pas réduire la lutte politique à la lutte économique. Il faut unifier la diversité de la stratification de classe à travers la centralisation du mouvement. C'est le rôle du parti. Il doit faire de cela une urgence dans la conscience du prolétariat, le mobiliser, le constituer comme sujet révolutionnaire. Ce qui explique le rôle du parti dans l'action

¹ A. Negri, *Trentatre lezioni su Lenin*, op. cit., p. 19.

révolutionnaire des soviets. Loin d'être son contraire, l'organisation est donc la vérification de la spontanéité. L'action spontanée demeure la base, l'organisation est le produit de la réflexion sur cette spontanéité. C'est « la spontanéité qui réfléchit sur elle-même »¹. Pour Negri, la base reste toujours le mouvement spontané, les problèmes d'organisation se posent après l'auto-position de son référent matériel. C'est en ce sens que le parti bolchévique est « *fabrique* » : il se constitue comme « entreprise de subversion », il est capacité d'organiser la spontanéité des masses et devient « le multiplicateur de la rationalité productive »². L'insubordination ouvrière devient la matière première, « l'accumulation révolutionnaire » que le parti doit transformer en capacité généralisée d'offensive contre ses adversaires.

Démocratie et dictature

La révolution requiert une *décision* constituante. C'est la bourgeoisie qui détermine le degré de violence de l'affrontement au fur et à mesure qu'elle a recours à la violence lorsque sa domination est menacée (état d'exception), en invoquant l'exception qui permet de rétablir l'ordre par l'exercice de la force, par delà le cadre légal établi par la constitution en vigueur.

Le problème pour le parti révolutionnaire est de fixer une ligne politique pour cette phase nouvelle, de prospecter un horizon nouveau d'action collective. On a vu que la solution léniniste est la dictature du prolétariat comme dictature des soviets en Russie et comme (possible) dictature des conseils en Allemagne. C'est cette institution qui doit faire face à ces résistances bourgeoises, renverser les rapports de force, utiliser la violence d'État contre les appareils mêmes de la domination. Cette politique est possible en Russie parce que le parti bolchevique garde le contrôle de l'armée. La dictature du

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

prolétariat constitue un moment transitoire nécessaire pour bâtir la démocratie prolétarienne, mais celle-ci ne coïncide pas avec celle-là. Cette dernière ne peut se réaliser selon les modalités propres à la démocratie bourgeoise, parce que sur ce terrain sera toujours la bourgeoisie comme classe et comme attitude qui l'emportera, et parce que la bourgeoisie utilisera la violence bien avant sa « défaite démocratique ». La dictature du prolétariat se présente ici comme surdétermination, solution conjoncturelle, comme défi politique, comme ouverture de la possibilité d'un autre monde, vérification de cette possibilité ; elle doit constituer une phase de transition pour préparer les conditions matérielles d'un autre ordre social, afin de rendre possibles des nouveaux rapports sociaux.

Concrètement, l'intervention de Lénine produit alors un premier front au sein du mouvement socialiste qui se scinde de façon conséquente en deux partis : d'un côté, la Social-démocratie fidèle au cadre constitutionnel fixé par la science politique du XVIII^e et XIX^e siècle, et de l'autre, le parti communiste ou bolchevique qui nie à ce savoir juridique la fonction de résoudre les conflits sociaux (médiation) et revendique l'urgence de traduire le marxisme à l'aune des problèmes du XX^e siècle. Les uns préconisent la démocratie nationale et libérale théorisée et réalisée en partie au cours du XIX^e siècle comme accomplissement de la phase libérale du développement des sociétés capitalistes, vue comme préparation de la société socialiste sur la base du développement économique ; les autres visent d'ores et déjà la révolution sociale par le biais de la dictature du prolétariat. Cette dernière est à saisir comme moment transitoire visant à ré-fonder la société sur un nouveau principe et selon un ordre nouveau.

Le second front est ouvert sur le plan théorico-conceptuel et investit le paradigme moderne de la pensée politique, le fondement du *jus publicum europeum* dans lequel se déroule de façon acritique le discours de Kautsky, et qui entre en crise – au moins au niveau de sa formalisation – dans la Charte constitutionnelle de Weimar et dans le vide constitutionnel provoqué par l'abdication du prince Max von Baden. L'ambiguïté de la révolution allemande est qu'elle ne se

produit pas réellement comme renversement du pouvoir en place. Il lui manque cette force constituante, ce moment de production identitaire réalisé par l'affrontement contre un adversaire, un ennemi. Elle décrit plutôt un changement de la configuration constitutionnelle, qui est dirigé par les chefs de l'armée et par les élites traditionnelles. C'est-à-dire qu'elle ne décrit qu'un *vide* qui n'est ni rempli ni creusé par une action révolutionnaire des masses. Il faut souligner que le prince abdique justement pour éviter une véritable révolution. Le peuple donc ne se révolte pas, c'est-à-dire qu'il ne se constitue pas comme pouvoir constituant, comme sujet politique. Le prolétariat allemand se mobilise sans déclencher une véritable révolution. La politique de la Social-démocratie vise à étouffer toute spontanéité révolutionnaire pour ne pas être dépassée par sa base, et elle taxe cette mobilisation et cet enthousiasme de spontanéisme anarchiste. La révolution allemande opère donc un changement de constitution, mais dont les guides politiques sont les *Junkers* et la direction du parti social-démocrate qui garantissent l'unité territoriale de l'État et qui s'accordent sur les principes constitutionnels par le biais de l'assemblée constituante. C'est finalement l'idéologie de la nation, de l'état national moderne qui s'affirme. Le résultat ne peut être qu'une restructuration des rapports de force existants qui restent favorables aux forces dominantes grâce aussi à l'impérialisme international qui fait sentir sa voix et son poids lors des négociations pour le traité de paix. L'Allemagne devient ainsi le dernier bastion de l'impérialisme en Europe, faisant barrage à l'expansion de la révolution communiste sur le continent. De ce point de vue, l'après-guerre en Allemagne se présente comme espace constituant de l'Europe du XXe siècle, le site de la décision, d'abord entre démocratie libérale et révolution prolétarienne, ensuite entre révolution et contre-révolution fasciste ; mais aussi comme le terrain de confrontation des forces extra-européennes, à savoir les États-Unis et, bientôt, l'Union Soviétique.